

**SENAT DE BELGIQUE****SESSION DE 1988-1989**

21 DECEMBRE 1988

**Projet de loi-programme****AMENDEMENTS****SOMMAIRE**

N°	Pages
11 Amendement proposé par M. Hatry . . . . .	3
12 Amendements proposés par MM. De Backer et Anthuenis . . . . .	3
13 Amendements proposés par Mme Herman-Michielsens et M. Van Aperen . . . . .	4
14 Amendements proposés par MM. De Backer et Anthuenis . . . . .	5
15 Amendement proposé par Mme Herman-Michielsens et M. Van Aperen . . . . .	8
16 Amendements proposés par MM. Van Aperen et Van den Broeck . . . . .	8
17 Amendements proposés par Mme Herman-Michielsens et M. Van Thillo . . . . .	9
18 Amendements proposés par M. De Backer et Anthuenis . . . . .	10

**R. A 14612****Voir :****Documents du Sénat :**

527 (1988-1989) :

N° 1 : Projet transmis par la Chambre des Représentants.

N° 2 à 9 : Rapports.

N° 10 : Amendements.

**BELGISCHE SENAAT****ZITTING 1988-1989**

21 DECEMBER 1988

**Ontwerp van programmawet****AMENDEMENTEN****INHOUD**

Nrs.	Bladz.
11 Amendement van de heer Hatry . . . . .	3
12 Amendementen van de heren De Backer en Anthuenis . . . . .	3
13 Amendementen van Mevr. Herman-Michielsens en de heer Van Aperen . . . . .	4
14 Amendementen van de heren De Backer en Anthuenis . . . . .	5
15 Amendement van Mevr. Herman-Michielsens en de heer Van Aperen . . . . .	8
16 Amendementen van de heren Van Aperen en Van den Broeck . . . . .	8
17 Amendementen van Mevr. Herman-Michielsens en de heer Van Thillo . . . . .	9
18 Amendementen van de heren De Backer en Anthuenis . . . . .	10

**R. A 14612****Zie :****Gedr. St. van de Senaat :**

527 (1988-1989) :

N° 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van Volksvertegenwoordigers.

N° 2 tot 9 : Verslagen.

N° 10 : Amendementen.

N°*	Pages	Nrs.	Bladz.
19 Amendements proposés par MM. De Backer et Anthuenis . . . . .	13	19 Amendementen van de heren De Backer en Anthuenis . . . . .	13
20 Amendements proposés par MM. Bosmans et Vandermarliere . . . . .	16	20 Amendementen van de heren Bosmans en Vandermarliere . . . . .	16
21 Amendements proposés par MM. Peetermans et Vandermarliere . . . . .	16	21 Amendementen van de heren Peetermans en Vandermarliere . . . . .	16
22 Amendements proposés par M. Van Thillo et consorts . . . . .	17	22 Amendementen van de heer Van Thillo c.s.	17
23 Amendements proposés par MM. Bosmans et Vandermarliere . . . . .	19	23 Amendementen van de heren Bosmans en Vandermarliere . . . . .	19
24 Amendement proposé par MM. Peetermans et Vandermarliere . . . . .	20	24 Amendement van de heren Peetermans en Vandermarliere . . . . .	20
25 Amendements proposés par M. Duquesne . . . . .	20	25 Amendementen van de heer Duquesne . . . . .	20
26 Amendement proposé par M. Monfils et consorts . . . . .	21	26 Amendement van de heer Monfils c.s. . . . .	21
27 Amendements proposés par M. Petitjean et consorts . . . . .	22	27 Amendementen van de heer Petitjean c.s. . . . .	22
28 Amendements proposés par M. Petitjean . . . . .	25	28 Amendementen van de heer Petitjean . . . . .	25
29 Amendements proposés par M. Duquesne et consorts . . . . .	26	29 Amendementen van de heer Duquesne c.s. . . . .	26
30 Amendement proposé par M. Hatry . . . . .	29	30 Amendement van de heer Hatry . . . . .	29
31 Amendement proposé par M. Boël et consorts	29	31 Amendement van de heer Boël c.s. . . . .	29
32 Amendements proposés par Mme Harnie . . . . .	30	32 Amendementen van Mevr. Harnie . . . . .	30

N° 11 — AMENDEMENT PROPOSE  
PAR M. HATRY

ART. 208

Au § 1<sup>er</sup> de cet article, remplacer les mots « un pourcent » par les mots « un pourcent et demi ».

*Justification*

La R.T.T. doit payer à l'Etat une indemnité pour droits de monopole de 1 p.c. sur son chiffre d'affaires. En ce qui concerne le budget de 1988, la provision affectée à cette indemnité s'élève à 747 744 000 francs.

Une indemnité pour droits de monopole de 1,5 p.c. implique un transfert de 1 121 616 000 francs, c'est-à-dire une plus-value de recettes de 373 872 000 francs.

Le relèvement de cette indemnité de 0,5 p.c. se justifie par les prévisions d'exploitation positives concernant la R.T.T.

P. HATRY.

\*\*

N° 12 — AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR MM. DE BACKER ET ANTHUENIS

ART. 2

Supprimer cet article.

*Justification*

Le mécanisme proposé dans cet article est inacceptable dans la mesure où un tel prêt ne ferait que reporter la solution du problème. Qui plus est, il n'existe aucune garantie quant au mode et à la date de remboursement de ce prêt, qui, étant donné qu'il n'est assorti d'aucun intérêt, risque de porter atteinte aux réserves de l'Office national des vacances annuelles. Mieux vaudrait utiliser ces réserves en vue d'une réduction des cotisations. Il convient par conséquent de rechercher une solution structurelle qui s'insère dans une politique à long terme.

ART. 5

A l'article 125, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 9 août 1963, tel qu'il est proposé à cet article, remplacer le dernier montant — à savoir 18 966,0 millions de francs — par « 18 595,0 millions de francs ».

*Justification*

Il est inadmissible qu'on autorise pour 1989 une augmentation de 2 p.c. Le montant de 18 595,0 millions de francs est déjà trop élevé en soi, compte tenu des faits suivants :

1. Les frais d'administration de 1986 se sont élevés à 18 380,0 millions de francs. On a donc déjà accordé en 1987 une augmentation de 1 p.c. par rapport à 1986. Il résulte de

Nr. 11 — AMENDEMENT  
VAN DE HEER HATRY

ART. 208

In § 1 van dit artikel de woorden « één procent » te vervangen door de woorden « anderhalf procent ».

*Verantwoording*

De R.T.T. moet aan de Staat een vergoeding voor monopolierechten betalen die gelijk is aan 1 pct. van haar omzetcijfer. Op de begroting 1988 werd voor die vergoeding 747 744 000 frank uitgetrokken.

Een vergoeding voor monopolierechten van 1,5 pct. betekent een overdracht van 1 121 616 000 frank of een meeropbrengst van 373 872 000 frank.

Het optrekken van die vergoeding met 0,5 pct. wordt gerechtvaardigd door de gunstige exploitatievooruitzichten van de R.T.T.

\*\*

Nr. 12 — AMENDEMENTEN  
VAN DE HEREN DE BACKER EN ANTHUENIS

ART. 2

Dit artikel te doen vervallen.

*Verantwoording*

De regeling die in dit artikel wordt voorgesteld is onaanvaardbaar aangezien een dergelijke lening enkel het probleem naar de toekomst verschuift. Bovendien is het zo dat er geen enkele zekerheid bestaat omtrent de wijze en het tijdstip van terugbetaling van deze lening. De renteloosheid ervan heeft tevens tot gevolg dat de reserves van de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie worden aangetast. Deze reserves zouden eerder moeten worden aangewend voor een vermindering van de bijdragen. Er dient bijgevolg te worden gezocht naar een structurele oplossing die kaderde binnen een lange-termijnvisie.

ART. 5

In artikel 125, § 1, van de wet van 9 augustus 1963, zoals voorgesteld door dit artikel, het laatste bedrag « 18 966,0 miljoen frank » te vervangen door « 18 595,0 miljoen frank ».

*Verantwoording*

Het is onaanvaardbaar dat men voor 1989 een verhoging van 2 pct. doorvoert. Het bedrag van 18 595,0 miljoen frank is sowieso reeds te hoog, rekening houdend met volgende feiten :

1. De administratiekosten voor 1986 bedroegen 18 380,0 miljoen frank; ten opzichte van 1986 werd dus in 1987 reeds een verhoging van 1 pct. toegestaan. De audit van Arthur Andersen

l'audit réalisé par Arthur Andersen que, d'une part, les mutualités ont facturé ces dernières années des frais d'administration trop élevés aux pouvoirs publics et que, d'autre part, il est possible de réaliser des économies importantes dans ces structures de dépenses. Si les économies proposées par l'audit sont réalisées, le montant total des frais d'administration pourrait être ramené à 15 127,0 millions de francs.

2. Un deuxième argument pour ne pas augmenter les frais administratifs réside dans le fait que la loi-programme prévoit de nombreuses mesures de simplification administrative, comme par exemple l'instauration de bons de cotisation annuels, qui entraîneront automatiquement une diminution des frais d'administration.

\*\*

**N° 13 — AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR Mme HERMAN-MICHELENS  
ET M. VAN APEREN**

---

**ART. 17**

A. Supprimer le quatrième alinéa de l'article 3, § 2, de l'arrêté royal n° 143 du 30 décembre 1982, tel qu'il est proposé à cet article.

*Justification*

Cette délégation est beaucoup trop large. On n'a pas prévu de critères sur lesquels le Roi devra se baser pour établir les règles dérogatoires.

Il est à craindre qu'on n'accorde plus facilement des dérogations aux laboratoires exploités conformément à l'article 17, § 1<sup>er</sup>, 7<sup>e</sup> ou 8<sup>e</sup>, qui, en vertu de l'article 17, § 5, 3<sup>e</sup>, pourront également avoir comme associés des mutualités ou des fédérations mutualistes.

B. A l'article 3, § 5, 3<sup>e</sup>, de l'arrêté royal n° 143 du 30 décembre 1982, proposé par cet article, supprimer, *in fine*, les mots « Les personnes morales qui exploitent un laboratoire visées au 8<sup>e</sup> du § 1<sup>er</sup> du présent article peuvent avoir pour membre ou associé des sociétés mutualistes ou des fédérations de sociétés mutualistes ».

*Justification*

L'arrêté royal n° 143 du 30 décembre 1982, qui prévoyait de nombreuses restrictions mais qui, en l'absence des arrêtés d'exécution nécessaires, a failli à son but — à savoir endiguer la croissance explosive dans le secteur de la biologie clinique — ne permettait pas aux mutualités d'avoir la qualité d'associé à un laboratoire de biologie clinique.

L'audit Andersen établit de manière irréfutable qu'il faut remédier à de nombreuses situations devenues boiteuses.

Dès lors, l'interdiction de confusion d'intérêts des associés au sein d'un même laboratoire de biologie clinique doit rester applicable aux mutualités. La proposition visant à compléter l'article 17, § 5, 3<sup>e</sup>, *in fine* ne peut avoir aucun effet d'économie, mais ouvre la voie à des abus liés à l'existence de comportements idéologiques et religieux.

heeft enerzijds uitgewezen dat de ziekenfondsen de laatste jaren aan de overheid te hoge administratiekosten aangerekend hebben en dat anderzijds heel wat besparingen in die uitgavenstructuren mogelijk zijn. Indien de door de audit voorgestelde besparingen worden gerealiseerd, zou het totale bedrag van de administratiekosten tot 15 127,0 miljoen frank kunnen worden herleid.

2. Een tweede argument om de administratiekosten geenszins te verhogen, ligt in het feit dat de programmawet in heel wat administratieve vereenvoudigingsmaatregelen voorziet. Zo bijvoorbeeld de invoering van bijdragebons op jaarbasis, die automatisch een daling van de administratiekosten tot gevolg zullen hebben.

**A. DE BACKER.  
G. ANTHUENIS.**

\*\*

**Nr. 13 — AMENDEMENTEN  
VAN Mevr. HERMAN-MICHELENS  
EN DE HEER VAN APEREN**

---

**ART. 17**

A. In artikel 3, § 2, van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982, zoals voorgesteld door dit artikel, het vierde lid te doen vervallen.

*Verantwoording*

Deze delegatie is veel te ruim. Er worden geen criteria ingebouwd waardoor de Koning zich zal moeten laten leiden bij het vaststellen van afwijkende regelen.

Er kan te vrezen vallen dat er gemakkelijker afwijkingen zullen toegelaten worden voor laboratoria uitgebaat overeenkomstig artikel 17, § 1, 7<sup>e</sup> of 8<sup>e</sup>, waartoe volgens artikel 17, § 5, 3<sup>e</sup>, ook mutualiteiten of verbonden van mutualiteiten als vennoten kunnen optreden.

B. In artikel 3, § 5, 3<sup>e</sup>, van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982, zoals voorgesteld door dit artikel, *in fine* de woorden « De rechts-personen die een laboratorium uitbaten zoals bedoeld in § 1, 8<sup>e</sup>, van dit artikel mogen als lid mutualiteiten of verbonden van mutualiteiten hebben; » te doen vervallen.

*Verantwoording*

Het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982 dat in heel wat restricties voorzag, maar door het niet nemen van de nodige uitvoeringsbesluiten gefaald heeft in zijn doelstelling de explosieve groei in de sector klinische biologie in te dijken, liet de mutualiteiten niet toe als venoot op te treden in een klinisch laboratorium.

Deze audit Andersen stelt onomstotelijk vast dat er heel wat scheef gegroeide toestanden dienen rechtgezet te worden.

Het verbod op belangenvermenging van vennoten in één klinisch laboratorium dient dus ook te blijven gelden voor de mutualiteiten. De voorgestelde aanvulling van artikel 17, § 5, 3<sup>e</sup>, *in fine* kan geen enkel besparend effect hebben maar zet de deur open voor zuilgebonden misbruiken.

C. A l'article 3, § 6, de l'arrêté royal n° 143 du 30 décembre 1982, tel que proposé par cet article, supprimer le deuxième alinéa.

#### *Justification*

La délégation accordée au Roi est trop étendue et devrait être assortie de critères auxquels le Roi devra se conformer pour accorder les dérogations.

Ou bien le Gouvernement choisit de définir ces critères de façon précise et d'accorder au Roi une délégation bien délimitée, ou bien il choisit de régler cette matière dans le cadre d'une loi.

#### ART. 22

A l'article 9 de l'arrêté royal n° 143, tel que proposé à cet article, ajouter la disposition suivante *in fine* du § 1<sup>er</sup> de cet article :

« Il en va de même pour les médecins qui se rendent coupables de dichotomie ou de surconsommation de tests de laboratoire au détriment de l'assurance maladie, ce dernier élément étant constaté par la Commission des profils médicaux, et ce après avertissements préalables incluant l'audition et la condamnation par les instances compétentes. »

#### *Justification*

Il est logique que non seulement le médecin qui incite à la surconsommation, mais aussi le véritable prescripteur, soient exposés aux mêmes sanctions.

\*\*

#### N° 14 — AMENDEMENTS PROPOSES PAR MM. DE BACKER ET ANTHUENIS

#### ART. 26

A l'article 34o<sup>ties</sup> de la loi du 9 août 1963, tel qu'il est proposé à cet article, supprimer le 1<sup>o</sup>.

#### *Justification*

La possibilité de payer à la prestation, en vertu d'un arrêté royal, une partie des prestations auxquelles s'applique le forfait permet de contourner le système des enveloppes et pourrait être lourde de conséquences :

1<sup>o</sup> les effets négatifs du paiement à la prestation sont légion;

2<sup>o</sup> semblable mesure profite une fois de plus aux laboratoires géants dépendant d'un groupement d'intérêts déterminé; ils ont en effet le pouvoir de multiplier les prestations et peuvent ainsi établir une « réserve », de manière à pourvoir aux sommes sujettes à recouvrement en cas de dépassement budgétaire.

C. In artikel 3, § 6, van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982, zoals voorgesteld door dit artikel, het tweede lid te doen vervallen.

#### *Verantwoording*

De aan de Koning verleende delegatie is te ruim; zij zou moeten aangevuld worden met criteria waardoor de Koning zich zal moeten laten leiden bij het vaststellen van de afwijkende regeling.

Ofwel opteert de Regering voor een duidelijke omschrijving van die criteria en kan zij aan de Koning een welomschreven delegatie toekennen, ofwel opteert zij voor een wettelijke regeling.

#### ART. 22

In artikel 9 van het koninklijk besluit nr. 143 van 30 december 1982, zoals voorgesteld door dit artikel, *in fine* van § 1 de volgende bepaling toe te voegen :

« Hetzelfde geldt voor de geneeskundigen welke zich schuldig maken aan dichotomie of overconsumptie van laboratoriumtesten ten nadele van de ziekteverzekerings, dit laatste vastgesteld door de medische profielcommissie en dit na voorafgaande verwittigingen, inhoudende verhoor en afkeuring door de bevoegde instanties. »

#### *Verantwoording*

Het is logisch dat niet alleen hij die tot overconsumptie aanzet, maar ook de werkelijke voorschrijver aan dezelfde straffen blootgesteld wordt.

L. HERMAN-MICHELESENS.  
A. VAN APEREN.

\*\*

#### Nr. 14 — AMENDEMENTEN VAN DE HEREN DE BACKER EN ANTHUENIS

#### ART. 26

In artikel 34o<sup>ties</sup> van de wet van 9 augustus 1963, zoals voorgesteld door dit artikel, het bepaalde onder 1<sup>o</sup> te doen vervallen.

#### *Verantwoording*

De mogelijkheid om bij koninklijk besluit een bepaald gedeelte van de verstrekkingen, waarop het forfait van toepassing is, per prestatie te betalen, is een achterpoortje op het envelopsysteem met verstrekende nefaste gevolgen :

1<sup>o</sup> de negatieve effecten van de prestatiebetaling zijn legio;

2<sup>o</sup> dergelijke maatregel speelt nogmaals in de kaart van de zuilafhankelijke mastodontlabo's; zij beschikken immers over de macht prestaties op te drijven en kunnen zodoende een « reserve » aanleggen om te voorzien in de terugvorderbare gelden bij overschrijding van het budget.

## ART. 28

Remplacer l'article 34<sup>undecies</sup> proposé par la disposition suivante :

« Article 34<sup>undecies</sup>. — Le Roi peut, après avis de la Commission nationale médico-mutualiste, instaurer un tarif dégressif dont les modalités seront fixées par voie d'arrêté royal, en vue d'empêcher que le budget des moyens financiers pour l'ensemble du Royaume, destiné aux prestations de biologie clinique dispensées à des patients non hospitalisés, telles que visées à l'article 34<sup>decies</sup>, ne soit dépassé. Cet avis doit être rendu dans les 45 jours. »

*Justification*

L'article 28 proposé par le Gouvernement prévoit que des mesures correctrices peuvent être prises chaque année en cas de dépassement du budget global des moyens financiers pour l'ensemble du Royaume, destiné aux prestations de biologie clinique. Aussi séduisante qu'elle puisse paraître en théorie, cette proposition ne sera jamais réalisable dans la pratique. L'amendement proposé permet en revanche d'agir de façon préventive.

Il va de soi qu'une politique préventive offre les avantages suivants :

1° Les laboratoires de biologie clinique savent à l'avance à quoi s'en tenir, ce qui ne peut qu'aiguiser le sens des responsabilités financières;

2° Les tracasseries administratives de la procédure du recouvrement (qui bien souvent n'aura pas lieu dans la pratique) sont évitées.

## ART. 32

Remplacer l'alinéa 2 du § 1<sup>er</sup> de l'article 66 de la loi du 9 août 1963, proposé par cet article, par ce qui suit :

« Le Roi détermine la manière dont la qualité de titulaire est établie. »

*Justification*

Le projet prévoit que seul le type de document de cotisation établissant la qualité de titulaire et la fréquence selon laquelle il doit être remis à l'organisme assureur seront réglés par arrêté royal.

L'amendement proposé tend en revanche à faire régler tous les aspects de la qualité de titulaire par arrêté royal afin de créer une marge suffisante permettant d'utiliser au maximum les possibilités offertes par les techniques qui connaissent une évolution rapide et en particulier par l'informatique.

## ART. 45bis (nouveau)

Insérer un article 45bis (nouveau), libellé comme suit :

« Article 45bis. — A l'article 132 de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité

## ART. 28

Artikel 34<sup>undecies</sup>, zoals voorgesteld, te vervangen als volgt :

« Artikel 34<sup>undecies</sup>. — De Koning kan, na advies van de Nationale Commissie geneesheren-ziekenfondsen, een degressief tarief invoeren, waarvan de modaliteiten bij koninklijk besluit dienen bepaald te worden, ten einde te voorkomen dat het budget van financiële middelen voor het ganse Rijk voor de verstrekkingen van klinische biologie verleend aan niet in een ziekenhuis opgenomen rechthebbenden, zoals bedoeld in artikel 34<sup>decies</sup>, wordt overschreden. Dit advies moet binnen de 45 dagen uitgebracht worden. »

*Verantwoording*

Krachtens het voorgestelde artikel 28 wenst de Regering het jaarlijks vastgesteld globaal budget van de financiële middelen voor het ganse Rijk voor de verstrekkingen van klinische biologie correctief aan te passen bij een eventuele overschrijding ervan. Alhoewel dit voorstel theoretisch mooi klinkt, zal het in de praktijk onuitvoerbaar blijven. De wijzigende tekst daarentegen voorziet in een preventief optreden.

Het hoeft geen betoog dat het voeren van een preventief beleid volgende voordelen biedt :

1° Klinische laboratoria weten op voorhand waaraan zich te houden, wat de financiële verantwoordelijkheidszin alleen maar kan ten goede komen;

2° De proceduriële en administratieve rompslomp van terugvorderingen (die in werkelijkheid meestal toch niet zullen plaatsvinden) wordt vermeden.

## ART. 32

Het tweede lid van § 1 van artikel 66 van de wet van 9 augustus 1963, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« De Koning bepaalt de wijze waarop de hoedanigheid van gerechtigde wordt vastgesteld. »

*Verantwoording*

De tekst van het ontwerp voorziet er enkel in, het soort bijdragebescheiden en de frequentie daarvan inzake vaststelling van hoedanigheid van gerechtigde bij koninklijk besluit te regelen.

De tekst van het amendement daarentegen beoogt de hoedanigheid van gerechtigde in al zijn aspecten te regelen bij koninklijk besluit, ten einde in voldoende ruimte te voorzien om de mogelijkheden, geboden door de snelle technologische evolutie, in het bijzonder de informatica, maximaal te benutten.

## ART. 45bis (nieuw)

Een artikel 45bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 45bis. — In artikel 132 van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverze-

dité, le mot « dépenses » est remplacé par le mot « rentrées ».

#### *Justification*

Cet amendement vise à faire disparaître un mécanisme qui, depuis l'instauration du régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité en 1945 (arrêté du Régent du 21 mars 1945) constitue, plus particulièrement avec l'irresponsabilité financière de fait des organismes assureurs, un des facteurs auxquels l'énorme déficit du secteur des soins de santé est imputable.

Le régime était déficitaire dès le départ. Les mutualités couvraient leurs déficits à l'aide :

1<sup>e</sup> d'avances versées par l'I.N.A.M.I.;

2<sup>e</sup> de subventions de l'Etat;

en d'autres termes, les avances étaient octroyées en fonction de leurs dépenses. Le processus cumulatif était enclenché.

En 1963, la loi Leburton fournit un fondement légal à ce financement irresponsable en fonction des dépenses : l'article 132 prévoit une nouvelle base de financement, dans le cadre de laquelle les subventions de l'Etat ne sont plus accordées en fonction des cotisations (réglementation d'avant 1963) mais en fonction du coût des soins. Le processus cumulatif était donc confirmé.

Le remplacement, à l'article 132, du mot « dépenses » par le mot « rentrées » vise donc à inciter les mutualités à mener une politique de santé, en d'autres termes, à effectuer des dépenses en fonction de leurs rentrées.

#### ART. 48

Compléter l'article 25bis proposé par ce qui suit :

« Pour le 31 décembre 1989 au plus tard, la précédente disposition doit être adaptée à la directive européenne relative à la transparence des mesures en matière de fixation des prix des médicaments à usage humain et à la couverture de ces prix dans le cadre des régimes nationaux d'assurance maladie. »

#### *Justification*

La Commission européenne a déjà estimé à plusieurs reprises que les articles 5 (prix d'admission) et 6 (augmentation de prix) de l'arrêté royal du 2 septembre 1980 fixant les conditions d'admission des fournitures pharmaceutiques sont contraires à la libre circulation des marchandises.

#### ART. 49

Supprimer cet article.

#### *Justification*

1<sup>e</sup> Cet article vise à instaurer des cotisations sur les primes d'assurances extra-légales, ce qui est tout à fait illogique :

Le « bon père de famille » qui souscrit une assurance extra-légale parce qu'il estime que l'A.M.I., qui a évolué du principe de l'assurance vers celui de la solidarité, est insuffisante, n'étant plus capable de gérer convenablement les fonds qui lui sont confiés, comme il appartient aux compagnies d'assurances de le faire, est encore taxé au profit de cette A.M.I.

kering wordt het woord « uitgaven » vervangen door het woord « inkomsten ».

#### *Verantwoording*

Het voorstel heeft tot doel een einde te maken aan een mechanisme dat reeds vanaf het instellen van de verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering in 1945 (Regentbesluit van 21 maart 1945) en meer bepaald samen met de feitelijke financiële onverantwoordelijkheid van de zogezegde verzekeringsorganismen, mede aan de basis ligt van het enorme deficit in de gezondheidszorg.

Reeds sinds zijn ontstaan was het stelsel deficitair. De mutualiteiten vulden hun tekorten aan met :

1<sup>e</sup> voorschotten gestort door het R.I.Z.I.V.;

2<sup>e</sup> staatsstoelagen;

met andere woorden voorschotten werden toegekend al naargelang van hun uitgaven : het sneeuwbalmechanisme was gestart.

Die onverantwoorde financiering pro rata van de uitgaven werd in 1963 in de wet-Leburton van een wettelijke basis voorzien : artikel 132 voorziet in een financieringsbasis, waar de staatsstoelagen niet meer verleend worden in verhouding tot de bijdragen (regeling vóór 1963) maar in verhouding tot de uitgaven, namelijk de kosten voor verzorging. Het sneeuwbaleffect werd dus bestendig.

De vervanging van het woord « uitgaven » door « inkomsten » in artikel 132 heeft dan ook tot doel de mutualiteiten aan te zetten tot het voeren van een gezondheidsbeleid, met andere woorden uitgaven pro rata van inkomsten.

#### ART. 48

Aan artikel 25bis, zoals voorgesteld door dit artikel, de volgende bepaling toe te voegen :

« Uiterlijk op 31 december 1989 dient voorgaande bepaling aangepast te worden aan de E.G.-richtlijnen betreffende de transparantie van de maatregelen inzake het vaststellen van de prijzen van geneesmiddelen voor humaan gebruik en de dekking ervan in het raam van de nationale ziekteverzekeringsregelingen. »

#### *Verantwoording*

De artikelen 5 (aannemingsprijs) en 6 (prijsverhogingen) van het koninklijk besluit van 2 september 1980 waarbij de aannemingsvooraarden voor de farmaceutische verstrekkingen zijn vastgesteld, zijn reeds herhaalde malen door de Europese Commissie in strijd bevonden met het vrij verkeer van goederen.

#### ART. 49

Dit artikel te doen vervallen.

#### *Verantwoording*

1<sup>e</sup> Dit artikel heeft tot doel bijdragen te innen bovenop de premies voor extra-legale verzekeringen. Dit is gespeend van alle logica :

De *bonus pater familias* die een extra-legale verzekering afschijt omdat hij de Z.I.V. geëvolueerd van verzekeringsprincipe naar solidariteitsprincipe, ontoereikend acht, daar deze niet meer in staat is de haar toevertrouwde gelden op een verantwoorde wijze te beheren zoals verzekeraarsmaatschappijen dit behoren te doen, wordt nog eens extra belast ten voordele van deze Z.I.V.

On se retrouve, dès lors, dans un cercle vicieux : moins l'A.M.I. est en mesure de couvrir le coût des soins de santé nécessaires, plus on contractera d'assurances extra-légales; les primes destinées à alimenter l'A.M.I. seront d'autant plus élevées.

2° Cette mesure équivaut à une nouvelle augmentation de la pression fiscale sociale, qui est déjà excessive. Au lieu de mener une politique responsable en matière de soins de santé, en adaptant les dépenses aux ressources, on va au contraire adapter les ressources aux dépenses.

\*\*

**Nº 15 — AMENDEMENT PROPOSE  
PAR Mme HERMAN-MICHELENS  
ET M. VAN APEREN**

---

ART. 54 à 66 (inclusivement)

Supprimer ces articles.

*Justification*

1. Ces articles ne répondent pas à l'objectif de la loi-programme. Ils ne garantissent en effet aucune économie en matière de soins de santé.

2. Il faut d'abord attendre les résultats de la Table ronde afin de les insérer dans une nouvelle loi sur les hôpitaux.

\*\*

**Nº 16 — AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR MM. VAN APEREN ET VAN DEN BROECK**

---

ART. 72 à 78 (inclusivement)

Supprimer ces articles.

*Justification*

Il faut maintenir la mesure en vigueur actuellement. Elle assure le parallélisme avec l'effort de modération imposé aux travailleurs et aux agents des services publics. De même, les travailleurs indépendants les moins touchés par les mesures générales de modération des revenus continueront à payer la cotisation de consolidation.

Or, le projet à l'examen vise à faire supporter le financement de la cotisation par tous les travailleurs indépendants, ce qui est contraire au principe selon lequel le coût de

Men komt aldus in een vicieuze cirkel terecht : hoe minder de Z.I.V. in staat is de nodige verzorgingskosten te dekken, hoe meer men extra-legale verzekeringen gaat afsluiten; des te hoger zullen de premies zijn die uiteindelijk de Z.I.V. spijzen.

2° Dergelijke maatregel betekent alweer een verhoging van de reeds veel te hoge sociale belastingdruk. In plaats van een verantwoord gezondheidsbeleid te voeren, door de uitgaven in verhouding te brengen met de inkomsten, gaan men integendeel de inkomsten aanpassen pro rata van de uitgaven.

**A. DE BACKER.  
G. ANTHUENIS.**

\*\*

**Nr. 15 — AMENDEMENT  
VAN Mevr. HERMAN-MICHELENS  
EN DE HEER VAN APEREN**

---

ART. 54 tot en met 66

Deze artikelen te doen vervallen.

*Verantwoording*

1. Deze artikelen gaan voorbij aan het doel van de programmawet. Zij garanderen in geen enkel opzicht een concrete besparing op het budget van de gezondheidszorgen.

2. Men dient eerst de resultaten van de Ronde-Tafelconferentie af te wachten teneinde deze te kaderen in een nieuwe wet op de ziekenhuizen.

**L. HERMAN-MICHELENS.  
A. VAN APEREN.**

\*\*

**Nr. 16 — AMENDEMENTEN VAN DE  
HEREN VAN APEREN EN VAN DEN BROECK**

---

ART. 72 tot en met 78

Deze artikelen te doen vervallen.

*Verantwoording*

De huidige maatregel dient behouden te worden. Dit blijft het parallelisme met de inspanning tot matiging, die aan de werknemers en aan de personeelsleden van de openbare diensten werd opgelegd, verzekeren. Zo ook blijven de minst door de algemene inlevering getroffen zelfstandigen de consolideringsbijdrage betalen.

De financiering van de consolideringsbijdrage voorzien in het ontwerp daarentegen wil deze inspanning door alle zelfstandigen laten dragen, hetgeen in tegenstelling is met

l'assainissement des finances publiques doit être supporté par tous les citoyens en fonction de leur capacité contributive.

\*\*

N° 17 — AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR Mme HERMAN-MICHELENS  
ET M. VAN THILLO

ART. 85

Supprimer cet article.

ART. 86

Supprimer cet article.

*Justification*

Nous tenons d'emblée à souligner que nous souscrivons pleinement aux objectifs formulés dans le projet en matière de lutte contre la fraude fiscale.

Il est en effet socialement inacceptable que dans l'état actuel de la législation, le travailleur soit plus exposé que l'employeur en cas d'infraction à certaines lois sociales. Cette situation est en effet flagrant avec l'essence même du droit social, à savoir la protection de la partie socialement faible.

Cette constatation ne nous dispense toutefois pas de l'obligation de vérifier si le remède proposé par le Gouvernement n'est pas aussi dangereux que le mal qu'il entend guérir. La loi du 30 juin 1971 relative aux amendes administratives applicables en cas d'infraction à certaines lois sociales ont vu le jour à une époque où les tribunaux du travail en étaient à leurs premiers balbutiements, avant l'émancipation juridique et judiciaire du droit du travail et du droit social qui s'est produite depuis lors. Cette évolution n'est évidemment pas dénuée de signification. Le développement des tribunaux du travail, allant de pair avec l'indépendance et l'autonomie du droit social, doit se traduire avant toute chose pour le justiciable — qu'il soit employeur ou travailleur — par une plus grande sécurité juridique. Nous estimons que le pouvoir judiciaire, par son indépendance, est le mieux à même de garantir cette sécurité, plutôt qu'une autorité administrative quelconque dotée d'une compétence pénale.

La tendance nettement marquée de notre système juridique de confier l'exercice de l'action publique — en l'occurrence en matière sociale — aux organes administratifs est fort regrettable. Nous plaidons dès lors en faveur d'une révision radicale de tout le système. Nous ne mettons pas en question le principe de la lutte contre la fraude fiscale, bien au contraire; notre critique porte plutôt sur la manière dont cette lutte est menée. Dans l'intérêt d'une plus grande sécurité juridique, nous sommes partisans d'une répression judiciaire des infractions sociales. Cela implique l'abrogation — ou pour le moins une adaptation en profondeur — de la loi du 30 juin 1971. Nous suggérons que le Gouvernement prenne certaines initiatives dans ce sens.

het principe dat de lasten van de sanering van de openbare financiën volgens de financiële draagkracht van elke burger moeten worden gedragen.

A. VAN APEREN.  
O. VAN DEN BROECK.

\*\*

Nr. 17 — AMENDEMENTEN  
VAN Mevr. HERMAN-MICHELENS  
EN DE HEER VAN THILLO

ART. 85

Dit artikel te doen vervallen.

ART. 86

Dit artikel te doen vervallen.

*Verantwoording*

Wij willen van meet af aan zeer duidelijk benadrukken dat wij de doelstellingen, die in het ontwerp m.b.t. de bestrijding van de sociale fraude geformuleerd worden, ten volle kunnen bijtreden.

Het is inderdaad een sociaal onaanvaardbaar fenomeen dat, in de huidige stand van de wetgeving, de werknemer kwetsbaarder is dan de werkgever in geval van inbreuken op bepaalde sociale wetten. Dit is in flagrante tegenstrijd met de essentie zelf van het sociaal recht, m.n. de bescherming van de maatschappelijk zwakkere partij.

Die vaststelling kan ons echter niet ontslaan van de plicht, na te gaan of de door de Regering voorgestelde remedie niet welhaast even erg zou zijn als de kwaaf zelf. De wet van 30 juni 1971 betreffende de administratieve geldboeten in geval van inbreuk op bepaalde sociale wetten kwam tot stand toen de arbeidsgerichten nog in de allereerste kinderschoentjes stonden, vóór de juridische en gerechtelijke emancipatie van het arbeids- en sociaal recht, zoals die zich sedertdien heeft doorgezet. Die evolutie is vanzelfsprekend niet zonder betekenis. De uitbouw van de arbeidsgerichten en de daarmee gepaard gaande zelfstandigheid en autonomie van het sociaal recht moet zich voor de rechtzoekende — het zij een werkgever of werknemer — allereerst uitdrukken in een grotere rechtszekerheid. Wij zijn de mening toegedaan dat die het best gewaarborgd wordt door de onafhankelijke rechterlijke macht, eerder dan door één of andere administratieve overheid met strafrechtelijke bevoegdheid.

De in ons rechtsstelsel duidelijk merkbare tendens om de strafvordering — *in casu* in sociale zaken — toe te vertrouwen aan administratieve lichamen, is betreurenswaardig. Wij pleiten dan ook voor een radicale herziening van het ganse systeem. Het is niet het principe van de strijd tegen de sociale fraude dat door ons in vraag wordt gesteld, wel integendeel; onze kritiek betreft veeleer de wijze waarop die strijd wordt gevoerd. In het belang van een grotere rechtszekerheid staan wij de gerechtelijke beteugeling van sociale inbreuken voor. Dit impliceert de opheffing — of op zijn minst de grondige aanpassing — van de wet van 30 juni 1971. Wij stellen voor dat de Regering in die zin bepaalde initiatieven zou nemen.

En outre, il faut admettre qu'il y a également des raisons pratiques d'abandonner cette approche administrative. Si les juridictions sont matériellement suffisamment équipées, il conviendrait, dans les départements concernés, de créer des services spéciaux « parallèles » et de les pourvoir en personnel compétent, afin de pouvoir mettre en place l'infrastructure administrative nécessaire à l'exercice effectif de l'action publique. Il est inutile de gaspiller ainsi ses forces. Personne ne s'en trouve mieux, celui qui est poursuivi non plus d'ailleurs, car son affaire sera réglée devant et par une autorité administrative.

Il ne fait aucun doute que les droits de la défense sont le mieux défendus à l'occasion d'une procédure judiciaire. Toute personne en désaccord avec ce principe nous semble engagée dans une voie dangereuse. C'est pourquoi nous insistons sur une nouvelle approche du problème, qui permettrait de préserver au maximum les droits de la défense. En effet, n'est-il pas significatif que le projet du Gouvernement ne prévoit pas de possibilité de recours devant le tribunal du travail ? Ne serait-il pas plus logique de transférer d'emblée toute la procédure du monde administratif vers le monde judiciaire ?

\*\*

**N° 18 — AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR MM. DE BACKER ET ANTHUENIS**

---

**ART. 93 à 101**

Supprimer le chapitre II, qui contient les articles 93 à 101 inclusivement.

*Justification*

Notre proposition de supprimer ce chapitre, qui vise à mettre en place un système de contractuels subvenus auprès de certaines administrations publiques, est la conséquence logique des options que nous avons toujours défendues dans le domaine de la politique de l'emploi.

Rejetant tous les types de programmes de résorption, circuits spéciaux de travail et autres formes administratives de mise au travail, nous avons toujours résolument opté pour la forme d'emploi la plus naturelle et la plus durable, c'est-à-dire celle qui est le résultat d'une politique qui favorise les entreprises et stimule l'activité économique.

Il est évident que la proposition actuelle du Gouvernement d'élargir le système des contractuels subventionnés — qui a incontestablement rendu de bons services au niveau local — à nombre d'autres administrations publiques ne procède pas d'une conception identique. On persiste à croire qu'un problème structurel comme celui du chômage de longue durée peut être combattu de manière efficace par des projets d'emploi artificiels et commandés d'en haut.

Nombre d'études et de rapports ont pourtant démontré de manière convaincante que la baisse du chômage doit être attribuée à une augmentation du nombre des emplois dans le secteur privé. Autrement dit, il est indispensable de continuer à soutenir cette évolution favorable en menant une politique dynamique et adaptée en faveur des entreprises et de l'emploi. A cet égard, le projet à l'examen échoue lamentablement. Plutôt que de permettre au système des contractuels subventionnés de se répandre de manière quasi effrénée dans l'ensemble du secteur public — avec toutes les conséquences, à

Het kan bovendien niet ontkend worden dat er ook praktische redenen zijn om de administratieve aanpak te verlaten. Daar waar de gerechten materieel voldoende zijn uitgerust, moeten er in de betrokken departementen bijzondere « parallele » diensten worden georganiseerd en bemannet met competente ambtenaren, ten einde de nodige administratieve voorzieningen te creëren om de strafvordering effectief te kunnen uitoefenen. Het is zinloos op een dergelijke wijze de krachten te verspillen. Niemand wordt daar beter van, ook de vervolgde niet, vermits zijn zaak voor en door een administratieve overheid zal worden beslecht.

Het staat buiten kijf dat de rechten van de verdediging het meeste baat vinden bij een gerechtelijke procedure. Wie hei daar niet mee eens is, slaat o.i. een gevvaarlijke weg in. Vandaar ons aandringen op een nieuwe benadering van het probleem, waarbij de rechten van de verdediging maximaal gevrijwaard worden. Is het immers niet veelzeggend dat het Regeringsontwerp in een beroeps mogelijkheid bij de Arbeidsrechtbank voorziet ? Is het dan niet logischer de ganse procedure van in den beginne vanuit de administratie naar de gerechtelijke sfeer over te brengen ?

L. HERMAN-MICHELENS.  
H. VAN THILLO.

\*\*

**Nr. 18 — AMENDEMENTEN  
VAN DE HEREN DE BACKER EN ANTHUENIS**

---

**ART. 93 tot en met 101**

Hoofdstuk II van het ontwerp (artikelen 93 tot en met 101) te doen vervallen.

*Verantwoording*

Ons voorstel dit hoofdstuk, dat de opzetting van een stelsel van gesubsidieerde contractuelen bij sommige openbare besturen beoogt, te schrappen, is de consequente gevolgtrekking uit de opties die wij met betrekking tot het tewerkstellingsbeleid altijd hebben verdedigd.

Afkerig van alle soorten opslorpsprogramma's, bijzondere arbeidscircuits en andere vormen van « ambtelijke » arbeidsverstrekking, hebben wij altijd resolut gekozen voor de meest natuurlijke en duurzame vorm van tewerkstelling, diegene met name die het resultaat is van een ondernemingsvriendelijk en economisch stimulerend beleid.

Het is duidelijk dat het huidige voorstel van de Regering het GECO-systeem — dat onmiskenbaar goede diensten heeft bewezen op het lokale niveau — uit te breiden tot tal van andere openbare besturen, niet uitgaat van een zelfde zienswijze. Men volhardt in het geloof dat een structureel probleem als de langdurige werkloosheid efficiënt bestreden kan worden via van hogerhand gedirigeerde, kunstmatige tewerkstellingsprojecten.

Tal van studies en rapporten hebben nochtans op een overtuigende wijze aangetoond dat de daling van de werkloosheid moet worden toegeschreven aan een toename van het aantal arbeidsplaatsen in de privé-sector. Het komt er met andere woorden op aan deze gunstige ontwikkeling permanent te blijven ondersteunen door middel van een dynamisch en aangepast ondernemings- en tewerkstellingsbeleid. In dat opzicht faalt dit ontwerp deerlijk. In plaats van een nagenoeg ongecontroleerde uitzwerming van de GECO's over zowat de ganse openbare sector — met alle, nauwelijks bestudeerde gevolgen

peine étudiées, que cela implique, notamment pour la fonction publique — nous préconisons une limitation fonctionnelle et effective du nombre des contractuels subventionnés. Cette limitation doit en outre aller de pair avec une révision du système d'intervention existant, qui doit être ramené au niveau du coût moyen d'un chômeur.

Ce n'est qu'ainsi qu'on pourra éviter qu'une solution de fortune temporaire — ce qu'est en définitive le régime des contractuels subventionnés — ne devienne à bref délai un élément institutionnalisé de discorde dans le secteur public et au sein de la fonction publique.

#### ART. 93

##### *Premier amendement subsidiaire :*

A cet article, supprimer les points 1, 2 et 3.

##### *Justification*

Le présent amendement tend à éviter que les administrations visées dans ces trois points ne fassent preuve d'excès de zèle dans l'application du régime du personnel temporaire engagé conformément à la réglementation du S.P.R.

##### *Deuxième amendement subsidiaire :*

Remplacer le dernier alinéa de cet article par ce qui suit :

« Le Roi peut restreindre le champ d'application susvisé par arrêté délibéré en Conseil des Ministres. »

##### *Justification*

Nous nous sommes toujours opposés à l'extension du nombre d'emplois artificiels dans le secteur public. Il est clair que le présent projet est contraire à cette philosophie. Non seulement le système des contractuels subventionnés est étendu à la quasi-totalité du secteur public, avec toutes les conséquences que cela entraîne pour la fonction publique, mais on donne en outre la possibilité au Roi d'encore étendre le système par la suite.

Nous désapprouvons cette méthode de travail. Selon nous, le régime artificiel des contractuels subventionnés peut — et doit — disparaître à terme, et non être étendu. Cela ne signifie pas que nous voulions ignorer les effets positifs du système. Nous craignons toutefois que sa généralisation n'aboutisse fatallement en fin de compte, à une « institutionalisation permanente » et que son caractère temporaire et exceptionnel ne s'estompe, l'ensemble du système des contractuels subventionnés devenant ainsi partie intégrante et définitive de l'emploi dans le secteur public. Après quoi se poserait certainement le problème de la « nécessaire régularisation statutaire »...

#### ART. 94

##### *Premier amendement subsidiaire :*

Remplacer le premier alinéa de cet article par ce qui suit :

« Dans les conditions fixées par le Roi, les pouvoirs publics définis à l'article 93 peuvent, pour l'engagement des contractuels visés par le présent chapitre, bénéficier d'une prime égale au coût moyen d'un chômeur. »

van dien, o.a. met betrekking tot het openbaar ambt — staan wij een functionele en reële beperking van het aantal GECO-eenheden voor. Die moet bovendien gepaard gaan met een herziening van de bestaande regeling inzake de overheidstussenkomst, die moet worden teruggebracht tot op het gemiddelde kostprijspeil van een werkloze.

Alleen op die wijze zal kunnen vermeden worden dat een « tijdelijke noodoplossing » — die het GECO-stelsel in wezen toch is — op korte termijn verwordt tot een geïnstitutionaliseerde splijtzwam in de openbare sector en binnen het openbaar ambt.

#### ART. 93

##### *Eerste subsidiair amendement :*

In dit artikel, punten 1, 2 en 3 te doen vervallen.

##### *Verantwoording*

Het amendement heeft tot doel te verhinderen dat er in de door deze drie punten bedoelde administraties een wedijver zou ontstaan met het stelsel van het volgens de V.W.S.-reglementering in dienst genomen tijdelijk personeel.

##### *Tweede subsidiair amendement :*

In dit artikel, het laatste lid te vervangen als volgt :

« De Koning kan voornoemd toepassingsgebied beperken bij een in Ministerraad overlegd besluit. »

##### *Verantwoording*

Wij hebben ons altijd verzet tegen uitbreiding van de officiële tewerkstelling in de overheidssector. Het hoeft geen beroog dat dit ontwerp indruist tegen deze filosofie. Niet alleen wordt het stelsel van de gesubsidieerde contractuelen nu over de nagenoeg gehele openbare sector uitgezaaid, met alle gevolgen van dien voor het openbaar ambt; bovendien wordt de mogelijkheid geschapen voor de Koning achteraf nogmaals tot uitbreiding over te gaan.

Die werkwijze keuren wij af. In onze opvatting kan — en moet — het kunstmatige GECO-stelsel op termijn worden afgebouwd, niet uitgebreid. Dit betekent niet dat wij de positieve effecten van het systeem miskennen. Wij vrezen echter dat een veralgemeening van dergelijke tewerkstellingsprojecten op de duur fataal moet leiden tot een « permanente institutionalisering », d.w.z. dat het tijdelijke en het uitzonderlijke karakter vervaagt ten gevolge waarvan het totale GECO-project als het ware een blijvend en integraal bestanddeel van de tewerkstelling in de openbare sector zal vormen. En achteraf zal zonder twijfel het probleem van de « noodzakelijke statutaire regularisering » rijzen...

#### ART. 94

##### *Eerste subsidiair amendement :*

In dit artikel, het eerste lid van § 1 te vervangen als volgt :

« Onder de door de Koning vastgestelde voorwaarden, kunnen de in artikel 93 omschreven openbare besturen, voor de indienstneming van de in dit hoofdstuk bedoelde contractuelen, een premie ontvangen die gelijk is aan de gemiddelde kostprijs van een werkloze. »

*Deuxième amendement subsidiaire :*

A l'alinéa trois du même paragraphe, supprimer les mots « ou indéterminée ».

*Justification*

Dans le cadre de la suppression progressive de tous les circuits d'emploi artificiels que nous préconisons, nous proposons de ramener le montant de la subvention de l'Etat au niveau du coût moyen d'un chômeur.

Rien ne justifie une subvention plus élevée, bien au contraire. L'économie qui résultera de cette opération peut être affectée au financement d'une politique de l'emploi fondée sur une solide économie de production.

Ainsi disparaît également la disposition vide de sens selon laquelle la prime est perçue « dans les limites des crédits budgétaires prévus à cette fin ». Cela nous paraît évident, mais une limitation claire comme celle que nous proposons nous semble préférable à une telle formulation dont le contenu n'a aucun sens.

La modification apportée à l'alinéa 3 est rendue nécessaire par le fait que le régime des contractuels subventionnés doit disparaître à terme. Il ne peut dès lors être question de contrats de travail à durée indéterminée.

## ART. 95

*Subsidiairement :*

Remplacer le § 2, a), de cet article par ce qui suit :

« En ce qui concerne les pouvoirs publics visés à l'article 94, § 2, cette convention doit être soumise à l'accord préalable du Ministre du Budget et du Ministre qui a la Fonction publique dans ses attributions. Cet accord porte sur le respect des dispositions de l'article 94, § 2. »

*Justification*

Il nous paraît normal qu'on entoure une telle convention, qui a une incidence financière non négligeable, des garanties absolues nécessaires. Aussi estimons-nous qu'il faut au moins demander l'avis du Ministre du Budget. C'est pourquoi nous proposons de rendre aussi obligatoire l'accord du Ministre du Budget.

Nous proposons également de supprimer le délai de 30 jours prévu par le projet, au-delà duquel la convention est réputée acceptée. Il est en effet manifeste qu'il s'agira d'une procédure purement formelle qui ne sera assortie d'aucun contrôle effectif ou qui n'aura aucun effet dissuasif.

Cela permettra également de lever une ambiguïté : l'accord préalable des Ministres du Budget et de la Fonction publique est nécessaire. Il devra donc y avoir un accord effectif au préalable et ce, afin d'éviter qu'une attitude purement attentiste et négligente ne conduise d'office à une approbation après un délai très court.

## ART. 96

*Subsidiairement :*

Supprimer les §§ 2 et 3 de cet article.

*Tweede subsidiair amendement :*

In het derde lid van dezelfde paragraaf, de woorden « of onbepaalde » te doen vervallen.

*Verantwoording*

In het kader van de door ons voorgestane, progressieve afbouw van alle artificiële tewerkstellingscircuits stellen wij voor het bedrag van de staatsussenkomst terug te brengen tot op het niveau van de gemiddelde kostprijs van een werkloze.

Er is geen reden waarom deze tussenkomst groter moet zijn, wel integendeel. De besparing, die het resultaat van deze operatie zal zijn, kan worden aangewend t.v.v. een tewerkstellingsbeleid op een soliede economisch-productieve basis.

Zodoende vervalt ook de nietszeggende bepaling die stelt dat de premie ontvangen wordt « binnen de grenzen van de daartoe uitgetrokken begrotingskredieten ». Dat lijkt ons evident, maar een duidelijke beperking, zoals wij die voorstellen, lijkt verkieslijk boven een dergelijke inhoudsloze formulering.

De wijziging in lid drie is noodzakelijk, vermits het GECO-systeem op termijn « uitdovend » moet zijn. Er kan dus geen sprake zijn van arbeidsovereenkomsten van onbepaalde duur.

## ART. 95

*Subsidiair :*

In dit artikel, § 2, a), te vervangen als volgt :

« Wat betreft de openbare besturen bedoeld in artikel 94, § 2, moet deze overeenkomst aan het voorafgaand akkoord van de Minister voor de Begroting en van de Minister tot wiens bevoegdheid het Openbaar Ambt behoort, onderworpen worden. Dit akkoord betreft het naleven van de in artikel 94, § 2, voorziene maatregelen. »

*Verantwoording*

Het lijkt ons normaal dat men een dergelijke overeenkomst met toch niet geringe financiële implicaties van de nodige, zo waterdicht mogelijke waarborgen wil voorzien. In die zin moet o.i. op zijn minst de mening van de voor het budget verantwoordelijke Minister worden gevraagd. Vandaar ons voorstel, ook de instemming van de Minister voor de Begroting wettelijk verplicht te maken.

Wij stellen ook voor de in het ontwerp voorziene termijn van 30 dagen, na verloop van welke de overeenkomst als aangenomen wordt beschouwd, achterwege te laten. Het is toch al te duidelijk dat dit een zuivere pro-forma-procedure zal zijn waarvan geen enkel effectieve controle of geen enkel afremmend effect zal uitgaan.

Het artikel wordt zo ook ondubbelzinniger : er is een voorafgaand akkoord nodig van de Ministers voor Begroting en het Openbaar Ambt. Er zal dus effectief een akkoord moeten zijn, voorafgaandelijk, dit om een systeem te vermijden waarin een louter afwachtende en nalatige houding ambtschalve tot een goedkeuring leidt, eenvoudig door verloop van een bepaalde korte termijn.

## ART. 96

*Subsidiair :*

In dit artikel, §§ 2 en 3 te doen vervallen.

*Justification*

Notre amendement à l'article 94, § 1<sup>e</sup>, alinéa premier, du projet rend ces dispositions superflues.

\*\*

**N° 19 — AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR MM. DE BACKER ET ANTHUENIS**

**ART. 104**

Ajouter *in fine* de la disposition « Le Roi peut... d'employeur », proposé par cet article, les mots « aux ateliers protégés et aux associations sans but lucratif ».

*Justification*

Dans son avis, le Conseil d'Etat a, à juste titre, souligné que cette précision devait figurer dans le texte de la loi. Nous devons partir du principe que le législateur tient à formuler ses intentions d'une manière aussi claire que possible, ce qui ne peut que favoriser le bon fonctionnement de la justice.

Il n'y a dès lors aucune raison de ne pas appliquer cette « règle d'or » en l'occurrence également. Il ressort de l'exposé des motifs que le Gouvernement vise tout particulièrement les ateliers protégés et les A.S.B.L.

A moins que l'article ne poursuive, dans sa forme actuelle, un dessein général qui nous serait inconnu, mieux vaudrait traduire la suggestion formulée par le Conseil d'Etat dans le texte du projet.

**ART. 109**

A cet article, insérer un § 2bis, rédigé comme suit :

« § 2bis. — Un deuxième alinéa, libellé comme suit, est ajouté à l'article 68 de la même loi :

« Par dérogation au premier alinéa, le versement provisionnel effectué au plus tard le trentième jour suivant la publication au *Moniteur belge* de la loi-programme du... est censé avoir été effectué au cours de l'année 1988. »

*Justification*

Comme le versement provisionnel doit intervenir au plus tard le trentième jour suivant la publication au *Moniteur belge* de la loi-programme, il se peut que cette échéance tombe dans le courant du mois de janvier 1989.

En vertu de l'article 68 de la loi du 28 décembre 1983, un versement provisionnel effectué en 1989 pour l'exercice d'imposition 1989 ne pourra être déduit que de l'ensemble des revenus de l'année 1989, exercice d'imposition 1990.

Afin de permettre la déduction du versement provisionnel de l'ensemble des revenus de l'exercice d'imposition 1989, il convient de prévoir — tout comme il a été procédé pour le premier versement en matière d'épargne-pension (article 9,

*Verantwoording*

Ingevolge het door ons ingediende amendement op artikel 94, § 1, eerste lid, van dit ontwerp, zijn deze bepalingen overbodig geworden.

A. DE BACKER.  
G. ANTHUENIS.

\*\*

**Nr. 19 — AMENDEMENTEN  
VAN DE HEREN DE BACKER EN ANTHUENIS**

**ART. 104**

Aan het slot van de bepaling : « De Koning kan... uitbreiden », zoals voorgesteld in dit artikel, toe te voegen de woorden « tot de beschutte werkplaatsen en de verenigingen zonder winstgevend doel ».

*Verantwoording*

Terecht heeft de Raad van State er in zijn advies op gewezen dat een dergelijke precisering best in de wettekst opgenomen wordt. We moeten ervan uitgaan dat de wetgever zijn intenties zo duidelijk mogelijk wil verwoorden. Dit kan het rechtsverkeer enkel maar ten goede komen.

We zien dan ook niet in waarom men deze « gulden regel » hier niet zou toepassen. We lezen in de memorie van toelichting dat de Regering in het bijzonder denkt aan de beschutte werkplaatsen en aan de V.Z.W.'s.

Tenzij de algemeenheid van het artikel in zijn huidige vorm een ons onbekende bedoeling heeft, doet men er dan ook goed aan de suggestie van de Raad van State in wettelijke termen te vertalen.

**ART. 109**

In dit artikel een § 2bis in te voegen, luidende :

« § 2bis. — Aan artikel 68 van dezelfde wet wordt een tweede lid toegevoegd, luidend als volgt :

« In afwijking van het eerste lid, wordt de provisionele storting uitgevoerd binnen de 30 dagen volgend op de publikatie van de programmawet van... in het *Belgisch Staatsblad* geacht te zijn uitgevoerd tijdens het jaar 1988. »

*Verantwoording*

Vermits de provisionele storting moet plaatsvinden uiterlijk op de dertigste dag na de publikatie van de programmawet in het *Belgisch Staatsblad* is het best mogelijk dat dit tijdstip ergens in de maand januari 1989 valt.

Ingevolge artikel 68 van de wet van 28 december 1983 zal een provisionele storting uitgevoerd in 1989 voor het aanslagjaar 1989 enkel aftrekbaar zijn van het geheel van de inkomsten van het jaar 1989, aanslagjaar 1990.

Ten einde nu de aftrekbaarheid van de provisionele storting van de totale inkomsten voor het aanslagjaar 1989 mogelijk te maken — net zoals men tewerk is gegaan met betrekking tot de eerste storting inzake het pensioensparen (artikel 9,

§ 5, de l'arrêté royal du 22 décembre 1986, *Moniteur belge* du 1<sup>er</sup> janvier 1987) — une disposition dérogatoire en vertu de laquelle un versement effectué au plus tard le trentième jour suivant la publication de la loi au *Moniteur belge* est censé avoir été effectué en 1988.

#### ART. 110

Supprimer cet article.

##### *Justification*

Le texte de cet article est inacceptable sous sa forme actuelle. L'objectif est en effet de mettre une partie des réserves du Fonds d'indemnisation des travailleurs licenciés en cas de fermeture d'entreprises à la disposition de l'O.N.Em. sous forme d'un prêt sans intérêts et à durée indéterminée destiné au paiement des allocations de chômage. Il est toutefois précisé que le Gouvernement n'entend pas entamer ces réserves. Le Roi peut en outre toujours décider que l'O.N.Em. doit rembourser tout ou partie du prêt au Fonds.

Cette dernière précision ne nous convainc toutefois pas. Il demeure en effet qu'il s'agit d'un prêt sans intérêts non limité dans le temps, ce qui représente une différence essentielle avec la mesure prise dans un passé récent et en vertu de laquelle un ordre similaire avait été donné pour une durée limitée et uniquement en raison d'un problème de trésorerie. Le Gouvernement applique en l'occurrence une nouvelle fois la « stratégie du moindre effort », un financement unique étant prévu pour des dépenses à caractère périodique.

On peut dès lors se demander si l'on parviendra de cette façon à laisser intactes les réserves du Fonds.

#### ART. 112

Remplacer les premier et deuxième alinéas du § 13 de l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944, proposé à cet article, par les dispositions suivantes :

« § 13. Les actions en paiement d'allocations de chômage se prescrivent par cinq ans. Ce délai prend cours le premier jour du trimestre civil qui suit celui auquel les allocations se rapportent.

Le droit de l'Office national de l'emploi d'ordonner la répétition des allocations de chômage payées indûment, ainsi que les actions des organismes de paiement en répétition d'allocations de chômage payées indûment se prescrivent par cinq ans.

L'article 210 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage est d'application. »

##### *Justification*

La pratique administrative montre qu'il n'est pas indiqué pour le moment d'écourter le délai de prescription dans ce domaine. L'instruction des dossiers exige tant de temps qu'il est pratiquement impossible de tout terminer en trois ans. Aux implications budgétaires négatives d'un délai de prescription trop court vient s'ajouter le problème posé par des délais différenciés (trois ans et cinq ans) en ce qui concerne la récupération.

§ 5, van het koninklijk besluit van 22 december 1986, *Belgisch Staatsblad* van 1 januari 1987) — dient men in een afwijkende bepaling te voorzien lidens welke een storting uitgevoerd binnen de dertig dagen volgend op de publicatie van de wet in het *Belgisch Staatsblad* geacht wordt te zijn uitgevoerd in 1988.

#### ART. 110

Dit artikel te doen vervallen.

##### *Verantwoording*

De tekst van geciteerd artikel is in zijn huidige vorm onaanvaardbaar. Het is immers de bedoeling de reserves van het Fonds tot vergoeding van de in geval van sluiting van ondernemingen ontslagen werknemers gedeeltelijk in de vorm van een renteloze lening voor onbepaalde tijd ter beschikking te stellen van de R.V.A. tot betaling van de werkloosheidssuitkeringen. Er wordt nochtans aan toegevoegd dat het niet de bedoeling van de Regering is deze reserves aan te spreken. Bovendien kan de Koning steeds beslissen dat de gehele of gedeeltelijke terugbetaling van de lening noodzakelijk is.

Dit laatste kan ons evenwel niet overtuigen. Het blijft een feit dat het om een niet in de tijd beperkte, renteloze lening gaat, wat een essentieel verschil uitmaakt met de in het recente verleden doorgevoerde maatregel, waarbij een gelijkaardige opdracht voor een beperkte tijd en uitsluitend wegens thesaurieproblemen werd gegeven. Alweer neemt de Regering hier haar toevlucht tot een « strategie van de minste inspanning », waarbij in een eenmalige financiering voor periodiek te verrichten uitgaven wordt voorzien.

Het is dan ook zeer de vraag of men er op die wijze zal in slagen de reserves van het Fonds ongerekpt te laten.

#### ART. 112

Het eerste en tweede lid van § 13 van artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« § 13. De rechtsvorderingen tot uitbetaling van werkloosheidssuitkeringen verjaren na vijf jaar. Deze termijn gaat in de eerste dag van het kalenderkwartaal dat volgt op dat waarop de uitkeringen betrekking hebben.

Het recht van de Rijksdienst voor Arbeidsvoorziening om de terugbetaling van onverschuldigd betaalde werkloosheidssuitkeringen te bevelen, alsmede de rechtsvorderingen van de uitbetalingsinstellingen tot terugbetaling van onverschuldigd betaalde werkloosheidssuitkeringen verjaren na vijf jaar.

Artikel 210 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 is ter zake van toepassing. »

##### *Verantwoording*

De administratieve praktijk toont aan dat het momenteel niet opportuun is de verjaringstermijn in deze aangelegenheden in te korten. De dossierbehandeling blijkt dermate veel tijd te vergen dat het nagenoeg onmogelijk is één en ander binnen een tijdsperiode van drie jaar af te werken. Afgezien van de negatieve budgettaire implicaties van een te korte verjaringstermijn is er nog het probleem van de « duurtijd-

pération des allocations de chômage payées indûment, selon que le chômeur est de bonne ou de mauvaise foi.

Il est possible d'y remédier en prévoyant une prescription uniforme de droit commun de cinq ans, qui est non seulement plus réaliste (parce qu'adaptée à la pratique administrative), mais permet en outre d'appliquer le même critère à tous les cas.

#### ART. 148 à 151

Supprimer ces articles.

##### *Justification*

La suppression du fonds de réserve pour les pensions des organismes assureurs et le versement obligatoire des réserves existantes à l'Office national des Pensions sont inacceptables parce qu'il s'agit d'une véritable spoliation des sociétés d'assurances.

Des réserves soigneusement constituées par les organismes assureurs sont transférées à l'Office national des Pensions pour garantir le paiement des pensions en 1989.

Un tel mode de financement ne menace pas seulement l'avenir financier des organismes assureurs mais illustre une fois encore de façon éclatante la manière dont travaille le Gouvernement, à savoir en créant des dépenses nouvelles mais en n'en prévoyant aucun financement structuré.

Une telle politique ne peut déboucher que sur un accroissement sensible soit du déficit des finances publiques, soit de la pression fiscale directe ou indirecte (y compris les cotisations sociales).

#### ART. 152 à 154

Supprimer ces articles.

##### *Justification*

L'instauration d'une cotisation spéciale calculée sur les versements effectués par les employeurs pour financer les avantages complémentaires en matière de vieillesse et de décès anticipé ne peut être considérée que comme une augmentation des cotisations patronales.

L'argument, invoqué dans l'Exposé des motifs, selon lequel cette cotisation s'inspire du souci de renforcer la solidarité entre toutes les catégories de travailleurs n'est que le nième faux-fuyant par lequel le Gouvernement tente de justifier socialement toute nouvelle cotisation à charge des travailleurs ou des employeurs. Le Gouvernement choisit une nouvelle fois la solution la plus facile. Au lieu de procéder à l'ablation des «tumeurs cancéreuses» financières et autres, présentes dans les différents secteurs de la sécurité sociale, il accapare en tout ou en partie les bonis de certains secteurs pour augmenter les moyens de financement de ces secteurs déficitaires.

Il convient de supprimer dès lors ces articles, afin d'inciter l'actuel Gouvernement à concrétiser par des mesures d'économies et de restructuration la politique d'assainissement du précédent Gouvernement, qui est poursuivie intégralement selon le Premier Ministre, et à ne pas se laisser tenter, comme naguère (1978-1982), par des augmentations de charges, considérées comme la panacée des moyens de financement.

differentiatie» (drie jaar en vijf jaar), al naargelang, in het geval van terugvorderingen van onverschuldigd betaalde uitkeringen, de werkloze te goeder dan wel te kwader trouw is.

Dit euvel wordt weggewerkt door middel van een uniforme, gemeenrechtelijke verjaringstermijn van vijf jaar die niet alleen het voordeel biedt realistischer (want aan de administratieve gang van zaken aangepast) te zijn, maar die bovendien toelaat in alle gevallen volgens eenzelfde maatstaf te oordelen.

#### ART. 148 tot 151

Deze artikelen te doen vervallen.

##### *Verantwoording*

De afschaffing van het reservefonds voor pensioenen van de verzekeringsinstellingen en de verplichte storting van de bestaande reserves aan de Rijksdienst voor Pensioenen is onaanvaardbaar omdat het in feite een regelrechte diefstal is ten koste van de verzekeraarsmaatschappijen.

Zorvuldig door de verzekeringsinstellingen opgebouwde reserves worden overgemaakt aan de Rijksdienst voor Pensioenen om de uitbetaling van de pensioenen in 1989 te garanderen.

Dergelijke financieringswijze bedreigt niet alleen de financiële toekomst van deze verzekeringsinstellingen, maar illustreert nogmaals duidelijk de manier van werken van deze Regering, namelijk in nieuwe uitgaven voorzien, maar er geen gestructureerde financiering tegenover stellen.

Dergelijk beleid kan niet anders dan uitmonden in een gevoelige toename of van het overheidskort of van de directe of indirecte belastingdruk (inclus socialise inkomenbijdragen).

#### ART. 152 tot 154

Deze artikelen te doen vervallen.

##### *Verantwoording*

De invoering van een bijzondere bijdrage op de stortingen die door de werkgevers worden verricht om de aanvullende voordelen inzake ouderdom en vroegtijdige dood te financieren, kan alleen maar aangezien worden als een verhoging van de patronale bijdragen.

Het in de Memorie van Toelichting aangehaald argument dat de bovengenoemde bijdrage haar grondslag vindt in de bekommernis om de solidariteit tussen alle werkgevers te versterken, is immers opnieuw het zoveelste doekje voor het bloedoo, waarmee de Regering alle nieuwe bijdragen, zowel opgelegd aan de werknemers als aan de werkgevers, een sociale reden van bestaan wenst te geven. Opnieuw wordt door de Regering voor de gemakkelijkste oplossing gekozen. In plaats van de in onderscheiden sectoren van de sociale zekerheid de financiële en andere kankergezwelten weg te snijden, neemt de Regering de boni van bepaalde sectoren geheel of gedeeltelijk over als bijkomend financieringsmiddel van deze verlieslatende sectoren.

Om al deze redenen dienen deze bovenvermelde artikels dan ook geschrapt te worden, teneinde de huidige Regering ertoe aan te zetten het saneringsbeleid van de vorige Regering, dat volgens de Eerste Minister onverkort voortgezet wordt, ook nu in concrete besparings- en herstructureringsmaatregelen te vertalen, en zich niet zoals vroeger (1978-1982) te laten verleiden door lastenverhogingen als het alles zaligmakende financieringsmiddel.

A. DE BACKER.  
G. ANTHUENIS.

N° 20 — AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR MM. BOSMANS ET VANDERMARLIERE

**ART. 164**

Supprimer le 3<sup>e</sup> du § 1<sup>er</sup> de cet article.

*Justification*

L'augmentation de capital est une opération purement comptable qu'il vaut mieux ne pas effectuer, étant donné que cette mesure n'a aucune incidence sur l'exécution des plans de restructuration et d'assainissement.

**ART. 166**

Supprimer cet article.

*Justification*

Cet article prévoit une mesure de pure débudgeusement.

**ART. 169**

Supprimer cet article.

*Justification*

L'apurement de la dette entraînera, pour l'Etat, une perte de recettes de 1,5 milliard de francs.

Afin de faciliter l'adoption de cette mesure par le Parlement, le Gouvernement précise, dans son exposé des motifs, que cet apurement ne constitue en fait que l'exécution d'une décision prise par le précédent Gouvernement.

Il est clair que le Gouvernement prend certaines libertés avec la vérité, ce qui ressort d'ailleurs indirectement d'une lecture attentive du commentaire de l'article, dans lequel le Gouvernement se garde bien d'utiliser le mot « décision ».

\*\*

N° 21 — AMENDEMENTS PROPOSES PAR  
MM. PEETERMANS ET VANDERMARLIERE

**ART. 196**

Supprimer cet article.

*Justification*

Il faut maintenir la procédure de recrutement prévue par l'arrêté royal n° 56 du 16 juillet 1982.

La suppression de l'arrêté sélectif des recrutements laisse libre cours à l'arbitraire politique et échappe à tout contrôle budgétaire.

Nr. 20 — AMENDEMENTEN VAN  
DE HEREN BOSMANS EN VANDERMARLIERE

**ART. 164**

In dit artikel § 1, 3<sup>e</sup>, te doen vervallen.

*Verantwoording*

De kapitaalverhoging is een puur boekhoudkundige operatie die beter niet wordt doorgevoerd, aangezien deze maatregel geen invloed heeft op het uitvoeren van de herstructurerings- en saneringsplannen.

**ART. 166**

Dit artikel te doen vervallen.

*Verantwoording*

Dit artikel beoogt een maatregel van loutere debudgettering.

**ART. 169**

Dit artikel te doen vervallen.

*Verantwoording*

De kwijtschelding van de schuld betekent voor de Staat een minderinkomst van 1,5 miljard frank.

Teneinde die kwijtschelding gemakkelijker door het Parlement te looden stelt de Regering in haar memorie van toelichting dat die kwijtschelding in feite slechts de uitvoering is van een door de vorige Regering getroffen beslissing.

De Regering neemt hier duidelijk een loopje met de waarheid, hetgeen indirect ook kan worden opgemaakt na aandachtige lectuur van de memorie van toelichting van het artikel. De Regering hoedt er zich immers voor het woord « beslissing » in de toelichting bij dit artikel te gebruiken.

J. BOSMANS.  
J. VANDERMARLIERE.

\*\*

Nr. 21 — AMENDEMENTEN VAN DE  
HEREN PEETERMANS EN VANDERMARLIERE

**ART. 196**

Dit artikel te doen vervallen.

*Verantwoording*

De wervingsprocedure opgelegd bij koninklijk besluit nr. 56 van 16 juli 1982 dient te worden behouden.

Het afschaffen van de selectieve wervingsstop geeft de politieke willekeur de vrije hand en ontvoort elke begrotingscontrole.

## ART. 197

Supprimer cet article.

*Justification*

La suppression de l'article 196 rend caduc l'article 197.

\*\*

N° 22 --- AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR M. VAN THILLO ET CONSORTS

## ART. 201

A) Supprimer le 2<sup>e</sup> de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 9 juillet 1975, proposé par cet article.

*Justification*

Par le présent amendement, nous proposons de maintenir le texte initial de l'article 2, alinéa premier, de la loi du 9 juillet 1975.

En effet, en incluant les médicaments vétérinaires, l'on donnerait aux mutualités et au Ministre des Affaires sociales une signification et une compétence particulières sur le plan de l'économie vétérinaire.

Il est plus logique de laisser cette compétence au Ministre de l'Agriculture et aux milieux agricoles représentés au sein de la Commission des prix.

C'est d'ailleurs le cas de tous les autres produits relevant de l'économie agricole.

B) Supprimer le 3<sup>e</sup> de l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 9 juillet 1975, proposé par cet article.

*Justification*

Pour le bon ordre, il convient de rappeler l'article 2bis de la loi du 9 juillet 1975, tel qu'il fut inséré par l'article 2 de l'arrêté royal n° 248 du 31 décembre 1983 :

« Le Ministre qui a les Affaires économiques dans ses attributions et le Ministre qui a la Prévoyance sociale dans ses attributions peuvent de commun accord conclure avec des producteurs, importateurs ou conditionneurs de spécialités pharmaceutiques et autres médicaments, individuels ou groupés, ou avec le secteur, des contrats de programme comportant des engagements relatifs entre autres aux investissements, à la recherche, à l'emploi ou aux exportations, en contrepartie des prix et du remboursement autorisés.

Ces contrats de programme contiennent des dispositions concernant l'évolution des prix des spécialités pharmaceutiques et autres médicaments pendant une période déterminée et dans les limites d'une enveloppe budgétaire annuellement fixée en fonction du budget de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité et tenant compte de l'évolution de volume et de prix. Ils peuvent également contenir des engagements de compensation des dépenses qui dépassent l'enveloppe budgétaire fixée.

## ART. 197

Dit artikel te doen vervallen.

*Verantwoording*

Door het schrappen van artikel 196 is artikel 197 niet meer ter zake.

E. PEETERMANS.  
J. VANDERMARLIERE.

\*\*

Nr. 22 — AMENDEMENTEN  
VAN DE HEER VAN THILLO c.s.

## ART. 201

A) In artikel 1 van de wet van 9 juli 1975, zoals voorgesteld door dit artikel, het 2<sup>e</sup> te doen vervallen.

*Verantwoording*

Hiermee wordt voorgesteld de oorspronkelijke tekst van artikel 2, eerste lid, van de wet van 9 juli 1975 aan te houden.

Immers, indien men de veeartsenijkundige geneesmiddelen zou opnemen, zou men aan de ziekenfondsen en aan de Minister van Sociale Zaken een bijzondere betekenis en bevoegdheid toekennen op het vlak van de veeartsenijkundige economie.

Het is logischer deze bevoegdheid te laten aan de Minister van Landbouw en aan de landbouwkringen die in de Prijzencommissie zijn vertegenwoordigd.

Dit is trouwens voor alle andere produkten i.v.m. de landbouweconomie het geval.

B) In artikel 1 van de wet van 9 juli 1975, zoals voorgesteld door dit artikel, het 3<sup>e</sup> te doen vervallen.

*Verantwoording*

Voor de goede orde is het wenselijk artikel 2bis van de wet van 9 juli 1975, zoals ingelast bij artikel 2 van het koninklijk besluit nr. 248 van 31 december 1983, in herinnering te brengen :

« De Minister die de Economische Zaken in zijn bevoegdheid heeft en de Minister die de Sociale Voorzorg in zijn bevoegdheid heeft, kunnen in gezamenlijk akkoord, met individuele of gegroepeerde producenten, invoerders of conditioneerders van farmaceutische produkten en andere medicamenten of met de sector, programmaovereenkomsten sluiten die, onder meer wat betreft de investeringen, het onderzoek, de tewerkstelling of de uitvoer, verplichtingen inhouden, dit als tegenprestatie voor de toegestaande prijzen en terugbetaling.

Deze programmaovereenkomsten bevatten bepalingen omtrent de evolutie van de prijzen van de farmaceutische produkten en andere medicamenten tijdens een bepaalde periode er binnen een budgettaire enveloppe jaarlijks vastgesteld in functie van de begroting van het Rijksinstituut voor ziekte en invaliditeitsverzekering en rekening houdend met de evolutie van volume en prijs. Zij kunnen eveneens verbintenissen bevatten tot compensatie van de uitgaven die de vastgestelde budgettaire enveloppe overschrijden.

Ces contrats de programme ne peuvent être conclus qu'après avis de la Commission des prix pour les spécialités pharmaceutiques et du Comité de gestion du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité. »

Etant donné ce qui précède, il convient de formuler une mise en garde contre le fait que, dans le projet à l'examen, le Gouvernement prolonge *sine die* l'actuelle loi sur les prix, et ce malgré le fait que la législation de base était limitée dans le temps et que toute prolongation de cette loi pour des raisons pratiques a toujours été limitée à un an.

Compte tenu, d'autre part, de la plainte que la Commission de la C.E.F. a déposée devant la Cour de Justice contre cette réglementation des prix, sur la base de son incompatibilité avec le Traité de Rome, et compte tenu des débats en cours dans le cadre de la Table ronde relative à la réforme de l'assurance-maladie, il est indispensable que la prolongation de l'actuelle législation sur les prix des spécialités pharmaceutiques remboursables soit limitée à un an, à savoir jusqu'au 31 décembre 1989.

En effet, une limitation dans le temps obligera le Gouvernement ainsi que les parties intéressées à organiser une concertation à propos de la mise sur pied d'une nouvelle réglementation, qui tienne compte des intérêts socio-économiques et des règles européennes.

Il convient d'aborder le problème des prix des produits pharmaceutiques dans le cadre plus large d'une politique économique visant à promouvoir la production nationale, les efforts en matière de recherche, l'exportation et l'emploi.

Nous espérons qu'en limitant la prolongation de la législation en matière de prix, l'on puisse obtenir les stimulants économiques nécessaires à cet égard.

#### ART. 204

Remplacer le § 1<sup>er</sup> de l'article 12 de la loi du 31 août 1939 sur l'Office national du Ducroire, tel qu'il est proposé à cet article, par les dispositions suivantes :

« § 1<sup>er</sup>. L'Office est dirigé par un Conseil d'administration composé d'un président, d'un vice-président et de dix membres, qui sont tous nommés par le Roi par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres.

Le président et le vice président, ainsi que trois membres sont nommés dans les milieux particulièrement concernés par le développement du commerce extérieur.

Quatre membres et quatre suppléants sont nommés sur la proposition des Ministres qui ont respectivement dans leurs attributions les Affaires économiques, les Finances, les Relations extérieures et la Coopération au développement. Ces membres et ces suppléants représentent au Conseil d'administration le Ministre qui les a proposés.

Trois membres et trois suppléants sont nommés respectivement sur la proposition de l'Exécutif flamand, de l'Exécutif régional wallon et de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale. Chaque Région propose deux membres et deux suppléants. Ces mem-

Deze programmaovereenkomsten kunnen slechts worden afgesloten na advies van de Prijzencommissie voor de farmaceutische specialiteiten en het Beheerscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering. »

Gezien wat hogervermeld is bepaald, moet er waarschuwend worden op gewezen dat de Regering in het voorliggend ontwerp de huidige prijzenwet *sine die* verlengt, niettegenstaande de basiswetgeving in de tijd was beperkt en de verlengingen ervan, voortvloeiend uit praktische omstandigheden, steeds beperkt waren tot één jaar.

Gezien anderzijds de aanklacht van de E.E.G.-Commissie tegen deze prijzenreglementering, op basis van haar onverenigbaarheid met het Verdrag van Rome, voor het Hof van Justitie, en gezien de aan de gang zijnde Ronde-tafelbesprekkingen betreffende een grondige hervorming van de ziekteverzekering is het ten zeerste noodzakelijk dat de verlenging van de huidige prijzenwetgeving op de terugbetaalbare farmaceutische specialiteiten beperkt wordt tot één jaar, met name tot 31 december 1989.

Immers een beperking in de tijd zal de Regering en de betrokken partijen dwingen tot overleg rond een nieuw op te zetten regeling die rekening dient te houden met de betrokken socio-economische belangen en de Europese regels.

Het probleem van de prijzen van de farmaceutische produkten moet namelijk worden aangepakt in een ruimer kader van een economisch beleid dat erop gericht is de eigen productie, de inspanningen met het oog op het onderzoek, de uitvoer en de tewerkstelling te bevorderen.

Vandaar dat onder meer getracht wordt door een beperking van de verlenging van de prijzenwetgeving de beoogde noodzakelijke economische stimuli te bereiken.

#### ART. 204

Paragraaf 1 van artikel 12 van de wet van 31 augustus 1939 op de Nationale Delcrederedienst, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen door de volgende bepalingen :

« § 1. De dienst wordt geleid door een Raad van beheer, bestaande uit een voorzitter, een ondervoorzitter en 10 leden, allen benoemd door de Koning bij een in Ministerraad overlegd besluit.

De voorzitter en de ondervoorzitter alsook drie leden worden benoemd uit middens nauw betrokken bij de bevordering van de buitenlandse handel.

Vier leden en vier plaatsvervangers worden benoemd op voordracht van de Ministers tot wiens bevoegdheid respectievelijk de Economische Zaken, de Financiën, de Buitenlandse Betrekkingen en de Ontwikkelingssamenwerking behoren. Deze leden en plaatsvervangers vertegenwoordigen in de Raad van beheer de Minister die hen heeft voorgedragen.

Drie leden en drie plaatsvervangers worden benoemd op de voordracht van respectievelijk de Vlaamse Executieve, de Waalse Gewestexecutieve en de Executieve voor het Brusselse hoofdstedelijk Gewest. Elk Gewest draagt twee leden en twee plaats-

bres et ces suppléants représentent au Conseil d'administration l'Exécutif qui les a proposés.

Le mandat du président, du vice-président, des membres et des suppléants est de cinq ans; il est renouvelable. Le Roi peut mettre fin au mandat par un arrêté délibéré en Conseil des Ministres. »

*Justification*

Il est inadmissible, d'un point de vue financier, de modifier la représentation des Communautés ou des Régions dans un certain nombre de services afin d'augmenter le nombre de membres du Conseil d'administration de l'Office national du Ducroire par exemple.

ART. 205 et 206

Supprimer ces articles.

*Justification*

La Commission pour la régulation des prix constitue une ingérence inadmissible dans le mécanisme de la libre formation des prix. Cette Commission doit dès lors être supprimée à court terme. La suppression de ces articles constitue un premier pas vers cette suppression.

\*\*

N° 23 — AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR MM. BOSMANS ET VANDERM. RLIERE

ART. 208

Au § 1<sup>er</sup>, deuxième alinéa, de cet article, remplacer les mots « un pour cent » par les mots « un pour cent et demi ».

*Justification*

La R.T.T. doit payer à l'Etat une indemnité pour droits de monopole de 1,5 p.c. sur son chiffre d'affaires. En ce qui concerne le budget de 1988, la provision affectée à cette indemnité s'élève à 747 744 000 francs.

Une indemnité pour droits de monopole de 1,5 p.c. implique un transfert de 1 121 616 000 francs, c'est-à-dire une plus-value de recettes de 373 872 000 francs.

Le relèvement de cette indemnité de 0,5 p.c. se justifie par les prévisions d'exploitation positives concernant la R.T.T.

ART. 209

A. Supprimer le § 1<sup>er</sup> de cet article.

vervangers voor. Deze leden en plaatsvervangers vertegenwoordigen in de Raad van beheer de Executieve die hen heeft voorgedragen.

Het mandaat van de voorzitter, de ondervoorzitter, de leden en de plaatsvervangers bedraagt vijf jaar; het kan worden hernieuwd. Aan het mandaat kan door de Koning bij een in Ministerraad overleg besluit een einde worden gemaakt. »

*Verantwoording*

Het is financieel onaanvaardbaar om de vertegenwoordiging van de Gemeenschappen of Gewesten in een aantal diensten aan te grijpen om een verhoging van het aantal leden van de Raad van bestuur, zoals van de Nationale Delcrederedienst, door te voeren.

ART. 205 en 206

Deze artikelen te doen vervallen.

*Verantwoording*

De Commissie tot regeling der prijzen is een ongeoorloofde inmenging in het mechanisme van de vrije prijsvorming. Die Commissie dient dan ook op korte termijn afgeschaft te worden. Het schrappen van deze artikelen is een eerste stap in de richting tot die afschaffing.

J. VAN THILLO.  
J. LAVERGE.  
G. SPROCKEELS.  
O. VAN DEN BROECK.

\*\*

Nr. 23 — AMENDEMENTEN VAN  
DE HEREN BOSMANS EN VANDERMARLIERE

ART. 208

In § 1, tweede lid, van dit artikel de woorden « één procent » te vervangen door de woorden « anderhalf procent ».

*Verantwoording*

De R.T.T. dient een monopolierente van 1,5 pct. op haar zakencijfer te betalen aan de Staat. Voor de begroting van 1988 bedraagt de ingeschreven provisie voor de monopolierente 747 744 000 frank.

Een monopolierente van 1,5 pct. betekent een overdracht van 1 121 616 000 frank of een meeropbrengst van 373 872 000 frank.

Het optrekken van de monopolierente met 0,5 pct. is te verantwoorden door de positieve exploitatieverwachtingen voor de R.T.T.

ART. 209

A. In dit artikel, § 1 te doen vervallen.

*Justification*

Ce paragraphe constitue le prolongement de l'arrêté royal n° 521 du 31 mars 1987, ce qui est une mauvaise affaire pour la Poste, car il entraîne le départ de personnel expérimenté.

B. Au § 2 de cet article, remplacer le millésime « 1990 » par le millésime « 1989 ».

*Justification*

Cette précision est utile pour que les membres du personnel qui satisferont aux conditions en l'an 2000 puissent, dès à présent, introduire leur demande.

Fu égard au paragraphe précédent, la prolongation jusqu'en 1990 est inutile.

**ART. 210**

Supprimer le deuxième alinéa de cet article.

*Justification*

Si l'arrêté royal n° 521 du 31 mars 1987 n'est pas prorogé, il est préférable de supprimer ce paragraphe, sans quoi la Poste serait mise deux fois à contribution.

\*\*

**N° 24 — AMENDEMENT PROPOSE PAR  
MM. PEETERMANS ET VANDERMARLIERE**

---

**ART. 214**

Supprimer cet article.

*Justification*

Cet article compromet totalement le plan d'assainissement imposé au Théâtre de la Monnaie.

\*\*

**N° 25 — AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR M. DUQUESNE**

---

**ART. 2**

Compléter le § 1<sup>er</sup> de cet article par la phrase suivante :

« L'Etat accorde sa garantie à cette transaction. »

*Justification*

En l'absence de garantie de l'Etat accordée à cette transaction, aucune certitude n'existe quant au remboursement du

*Verantwoording*

Deze paragraaf is de verlenging van het koninklijk besluit nr. 521 van 31 maart 1987, wat geen goede zaak is voor de Posterijen. Ervaren leden gaan weg.

B. In § 2 van dit artikel, de datum « 16 april 1990 » te vervangen door de datum « 16 april 1989 ».

*Verantwoording*

De verduidelijking is nodig omdat nu ook personeelsleden die in 2000 aan de voorwaarden voldoen, hun aanvraag indienen.

De verlenging tot 1990 is, gelet op de vorige paragraaf, nutteloos.

**ART. 210**

In dit artikel het 2<sup>e</sup> te doen vervallen.

*Verantwoording*

Als het koninklijk besluit nr. 521 van 31 maart 1987 niet verlengd wordt, valt deze paragraaf beter weg, zoniet betaalt de Post tweemaal.

J. BOSMANS.  
J. VANDERMARLIERE.

\*\*

**Nr. 24 — AMENDEMENT VAN DE  
HEREN PEETERMANS EN VANDERMARLIERE**

---

**ART. 214**

Dit artikel te doen vervallen.

*Verantwoording*

Door dit artikel wordt het saneringsplan aan de Munt-schouwburg opgelegd, volledig ondergraven.

E. PEETERMANS.  
J. VANDERMARLIERE.

\*\*

**Nr. 25 — AMENDEMENTEN  
VAN DE HEER DUQUESNE**

---

**ART. 2**

Paragraaf 1 van dit artikel aan te vullen met de volgende volzin :

« Die transactie wordt gedekt door de staatswaarborg. »

*Verantwoording*

Verleent de Staat geen staatswaarborg voor deze transactie, dan bestaat er geen enkele zekerheid inzake de terug-

capital si le déséquilibre financier du régime des pensions devenait intolérable, et ce d'autant plus, que les subsides de l'Etat ont diminué de 4,7 milliards en 1989 par rapport à 1988.

Les prévisions budgétaires montrent que les recettes de l'O.N.P. sont évaluées à 318 milliards 191 millions et les dépenses à 325 milliards 687 millions. Le solde est donc en mali de 7 milliards 496 millions. Il est réduit à moins de 4 milliards par rapport de 1 milliard 500 millions résultant d'un prélevement sur réserves et de 2 milliards résultant du prêt de l'Office national des vacances annuelles.

Le principe des vases communicants entre régimes de la sécurité sociale n'est pas un facteur motivant de bonne gestion. Les partenaires sociaux contestent d'ailleurs unanimement ce principe.

On constate dès lors que les mesures proposées n'offrent aucune garantie et n'hésitent pas à faire courir des risques financiers à un régime non subsidié qui est en équilibre financier, et ce au profit de secteurs dont le déficit est plus d'ordre structurel que conjoncturel.

### ART. 3

Compléter le § 1<sup>er</sup> de cet article par la phrase suivante :

« L'Etat accorde sa garantie à cette transaction. »

#### *Justification*

Aucune certitude n'existe quant au remboursement des moyens mis à la disposition de l'O.N.S.S. des administrations provinciales et locales à charge du fonds pour l'équilibre financier de la sécurité sociale. La situation pourrait devenir intolérable en cas de déséquilibre financier de la sécurité sociale.

A. DUQUESNE.

\*\*

### N° 26 — AMENDEMENT PROPOSE PAR M. MONFILS ET CONSORTS

### ART. 17

Au § 1<sup>er</sup>, 4<sup>o</sup>, de l'article 3 proposé, remplacer les mots « ou d'une société coopérative » par les mots « , d'une société coopérative ou d'une société anonyme dont les actions sont nominatives ».

#### *Justification*

Cet amendement est conforme à l'exposé des motifs qui stipule que « l'objectif est bien de permettre le contrôle de l'identité des associés ».

betaling van het kapitaal indien de verstoring van het financiële evenwicht van de pensioenregeling ondraaglijk zou worden, des te meer daar de rijkssubsidies in 1989 zijn gedaald met 4,7 miljard ten opzichte van 1988.

De begrotingsramingen wijzen uit dat de ontvangsten van de R.D.P. op 318 miljard 191 miljoen worden begroot en de uitgaven op 325 miljard 687 miljoen. Er is dus een negatief saldo van 7 miljard 496 miljoen. Het wordt beperkt tot minder dan 4 miljard via de opneming van 1 miljard 500 miljoen aan reserves en via een lening van de Rijksdienst voor jaarlijkse vakantie ten belope van 2 miljard.

Het principe van de communicerende vaten tussen de sociale zekerheidsstelsels werkt een goed beheer zeker niet in de hand. De sociale partners vinden elkaar dan ook in hun kritiek op dat beginsel.

De voorgestelde maatregelen bieden dus geen enkele waarborg en leveren financiële risico's op voor een niet gesubsidierd stelsel, dat financieel in evenwicht is. Dit geschiedt ten voordele van de sectoren waarvan het tekort eerder van structurele dan van conjuncturele aard is.

### ART. 3

Paragraaf 1 van dit artikel aan te vullen met de volgende volzin :

« Die transactie wordt gedekt met de staatswaarborg. »

#### *Verantwoording*

De terugbetaling van de middelen die aan de Rijksdienst voor sociale zekerheid van de provinciale en plaatselijke overheidsdiensten worden toegekend ten laste van het Fonds voor het financieel evenwicht van de sociale zekerheid, is geenszins gewaarborgd. In geval van een verstoring van het financiële evenwicht van de sociale zekerheid zou de situatie ondraaglijk kunnen worden.

\*\*

### Nr. 26 — AMENDEMENT VAN DE HEER MONFILS c.s.

### ART. 17

In § 1, 4<sup>o</sup>, van het voorgestelde artikel 3, de woorden « of een coöperatieve vennootschap » te vervangen door de woorden « , een coöperatieve vennootschap of een naamloze vennootschap met aandelen op naam ».

#### *Verantwoording*

Dit amendement is in overeenstemming met de memorie van toelichting, die onder meer bepaalt : « Het is uiteraard de bedoeling de controle mogelijk te maken op de identiteit van de vennoten ».

Pour les laboratoires d'une certaine importance la société anonyme dont le capital n'est pas variable offre plus de garanties vis-à-vis des organismes financiers et du personnel.

Ph. MONFILS.  
A. DUQUESNE.  
Ch. PETITJEAN.

\*\*

\*\*

N° 27 — AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR M. PETITJEAN ET CONSORTS

ART. 49 et 50

Supprimer ces articles.

*Justification*

Le projet de loi-programme prévoit une cotisation à charge de l'assurance complémentaire soins de santé.

Selon l'exposé des motifs, la maîtrise du budget de l'assurance maladie-invalidité passe par une action simultanée sur l'accroissement des dépenses et une responsabilisation des acteurs de la politique de santé, notamment par le recours à des mesures susceptibles de freiner la consommation médicale.

On estime justifié de prévoir une cotisation sur les primes ou une retenue sur les prestations, en matière d'assurance extra-légale relative à l'hospitalisation. Le produit de cette cotisation ou de cette retenue doit être intégralement affecté au secteur soins de santé de l'I.N.A.M.I.

L'assurance privée soins de santé répond à un besoin réel et justifié de la part de la population. Quoi de plus normal en effet que de vouloir se mettre à l'abri des conséquences financières d'un accident ou d'une maladie grave ?

Il est incontestable qu'un grand nombre de prestations, que ce soit au niveau de la médecine ambulatoire ou au niveau des dépenses d'hospitalisation, ne sont pas ou incomplètement remboursées par la sécurité sociale. Il est donc parfaitement normal et même souhaitable que chacun s'arme pour parer aux conséquences néfastes de ce remboursement incomplet.

L'assurance privée complémentaire soins de santé est le moyen indiqué pour cela. Prétendre qu'elle s'adresse plutôt aux catégories nanties de la population est parfaitement inexact : l'assurance privée soins de santé est constituée pour une large partie de contrats souscrits par les employeurs au profit du personnel qu'ils emploient. Ces contrats visent donc toutes les couches de la population, sans distinction selon leur niveau de revenus.

L'exposé des motifs semble vouloir signifier que l'assujettissement de l'assurance privée soins de santé à une cotisation sur les primes ou à une retenue sur les prestations est de nature à freiner la consommation médicale.

Ce genre d'affirmation lapidaire et générale, qui n'est pas étayée par la moindre étude ou le moindre chiffre, est inacceptable. Il n'est que trop manifeste que la mesure envisagée poursuit un objectif strictement pécuniaire, sans la moindre ambition réelle d'agir sur les véritables problèmes fondamentaux de l'assurance maladie-invalidité en Belgique.

Voor grotere laboratoria biedt de rechtsvorm van een naamloze vennootschap met onveranderlijk kapitaal meer waarborgen ten aanzien van de financiële instellingen en het personeel.

Nr. 27 — AMENDEMENTEN  
VAN DE HEER PETITJEAN c.s.

ART. 49 en 50

Deze artikelen te doen vervallen.

*Verantwoording*

Het ontwerp van programmawet voorziet in een bijdrage ten laste van de aanvullende verzekering medische verzorging.

Volgens de memorie van toelichting kan het budget van de ziekte- en invaliditeitsverzekering maar beheerst worden door gelijktijdig te ageren op de aangroei van de uitgaven en door een responsabilisering van degenen die betrokken zijn bij de gezondheidspolitiek, onder meer door een beroep te doen op maatregelen waarvan mag verwacht worden dat ze de medische consumptie afremmen.

Het wordt dan ook verantwoord geacht in een bijdrage op de premies of een inhouding op de verstrekkingen van de extra-legale verzekering inzake hospitalisatie te voorzien. De opbrengst van deze bijdrage of inhouding moet integraal bestemd zijn voor de sector geneeskundige verzorging van het R.I.Z.I.V.

De privé-verzekering medische verzorging beantwoordt aan een werkelijke en gerechtvaardigde behoefte van de bevolking. Het is immers niet meer dan normaal dat men zich wil behoeden voor de financiële gevolgen van een ongeval of van een ernstige ziekte.

Het kan niet worden betwist dat een groot aantal prestaties, hetzij op het vlak van de ambulante geneeskunde hetzij van de ziekenhuisopnamekosten, niet of niet volledig door de sociale zekerheid worden terugbetaald. Het is dus volkomen normaal en zelfs wenselijk dat eenieder zijn voorzorgen neemt om het hoofd te bieden aan de nefaste gevolgen van deze onvolledige terugbetaling.

De aanvullende privé-verzekering medische verzorging is het middel bij uitstek hiervoor. De bewering dat ze zich eerder tot de welgestelde lagen van de bevolking richt, is onjuist : de privé-verzekering medische verzorging bestaat voor een groot gedeelte uit contracten die door werkgevers gesloten zijn ten gunste van het door hen tewerkgestelde personeel. Deze contracten richten zich dus tot alle bevolkingslagen, zonder onderscheid volgens hun inkomen.

De memorie van toelichting schijnt te betekenen dat de onderwerping van de privé-verzekering medische verzorging aan een bijdrage op de premies of aan een inhouding op de prestaties de medische consumptie kan afremmen.

Dit soort bondige en algemene beweringen, die noch door enige studie, noch door enig cijfermateriaal gestaafd worden, zijn in feite weinig gefundeerd. Het is overduidelijk dat de overwogen maatregel een strikt geldelijke doelstelling nastreeft, zonder de minste reële ambitie om de echte fundamentele problemen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering in België aan te pakken.

De plus, il ne faut pas perdre de vue que pour beaucoup de particuliers, par exemple les étrangers, l'assurance constitue le seul moyen de se prémunir contre le risque des dépenses de soins de santé.

La mesure est d'autant plus dépourvue de sens que le Ministre des Affaires sociales a lancé une Table ronde sur l'assurance des soins de santé, qui vise précisément à analyser les problèmes de l'assurance maladie-invalidité et à rechercher des solutions à ces problèmes. La mesure envisagée par les articles 47 et 48 du projet de loi-programme anticipe donc sur les conclusions auxquelles pourrait parvenir ladite Table ronde.

Il faut enfin impérativement se poser la question de la perception de cette cotisation : il sera nécessaire de mettre en place des procédures appropriées, de prévoir une infrastructure, des modalités de perception etc. A-t-on seulement chiffré le coût d'une telle opération ?

#### Conclusion :

Il n'y a, dans l'état actuel des choses, aucune justification à vouloir soumettre l'assurance privée soins de santé à une quelconque cotisation spéciale, sous quelque forme que ce soit. Les articles 49 et 50 du projet de loi-programme doivent donc être supprimés.

### ART. 49

#### *Subsidiairement :*

1. Remplacer le 16<sup>e</sup> de l'article 121, proposé par cet article, par les dispositions suivantes :

« 16<sup>e</sup> Le produit d'une retenue opérée sur les prestations extra-légales d'assurance soins de santé servies aux bénéficiaires de la présente loi.

La retenue est effectuée par tout débiteur de ces prestations et intégralement transférée à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Par « prestations extra-légales d'assurance soins de santé » au sens de l'alinéa 1<sup>er</sup>, il faut entendre tout remboursement, en tout ou en partie, même à titre forfaitaire, de dépenses de soins de santé non visées par la présente loi. »

#### *Justification*

Même si l'on doit accepter l'hypothèse qu'une action au niveau de l'assurance soins de santé serait de nature à freiner la surconsommation médicale et à apporter des moyens financiers supplémentaires au Service des soins de santé de l'I.N.A.M.I., il est clair que le texte du projet de loi-programme ne permet pas d'atteindre les objectifs fixés.

Tout d'abord la limitation aux frais d'hospitalisation est dépourvue de sens. Si l'on veut agir sur la surconsommation médicale, ce n'est pas au niveau des frais d'hospitalisation qu'il faut mener le combat. Ce n'est pas le fait de garder un malade à l'hôpital pendant un ou deux jours supplémentaires qui pèse particulièrement sur les budgets de l'I.N.A.M.I. Ce serait par ailleurs constitutif d'une discrimination parfaitement arbitraire, pour laquelle aucune justification technique, politique ou autre n'est avancée.

Men mag overigens niet uit het oog verliezen dat de verzekering voor heel wat particulieren, voor buitenlanders bijvoorbeeld, het enige middel is om uitgaven voor medische verzorging te bestrijden.

De maatregel roept ook vragen op vermits de Minister van Sociale Zaken een ronde-tafelgesprek over de verzekering medische verzorging opgezet heeft, die precies de problemen van de ziekte- en invaliditeitsverzekering wil doorlichten en voor deze problemen oplossingen wil zoeken. Het ontwerp van programmawet, in zijn artikelen 47 en 48, loopt dus vooruit op de conclusies die voornoemde Ronde Tafel zou kunnen formuleren.

Ten slotte is er het dringende probleem van de inning van deze bijdrage : er zullen gepaste procedures moeten worden opgezet, in een infrastructuur, inningsmodaliteiten, enz. worden voorzien. Werden alleen al de kosten van een dergelijke operatie reeds berekend ?

#### Besluit :

In de huidige stand van zaken is er geen enkele reden om de particuliere verzekering voor geneeskundige verzorging te onderwerpen aan welke bijzondere bijdrage ook. De artikelen 49 en 50 van het ontwerp dienen bijgevolg te vervallen.

### ART. 49

#### *Subsidiair :*

1. Het 16<sup>e</sup> van artikel 121, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« 16<sup>e</sup> De opbrengst van een inheudging verricht op de extra-legale verstrekkingen inzake verzekering voor geneeskundige verzorging ten behoeve van de rechthebbenden van deze wet.

De inhouding wordt verricht door ieder die deze verstrekkingen verschuldigd is, en volledig overgedragen aan het Rijksinstituut voor Ziekte- en Invaliditeitsverzekering.

Onder « extra-legale verstrekkingen inzake verzekering voor geneeskundige verzorging » zoals bedoeld in het eerste lid, dient te worden verstaan elke volledige of gedeeltelijke, zelfs forfaitaire terugbetaling van niet in deze wet bedoelde uitgaven voor geneeskundige verzorging. »

#### *Verantwoording*

Zelfs indien men gelooft dat een ingrijpen op het niveau van de verzekering geneeskundige verzorging de medische overconsumptie zou kunnen afremmen en bijkomende financiële middelen zou kunnen opleveren voor de Dienst geneeskundige verzorging van het R.I.Z.I.V., is het duidelijk dat het ontwerp van programmawet het niet mogelijk maakt de vooropgestelde doelstellingen te verwezenlijken.

Ten eerste heeft de beperking tot de kosten voor ziekenhuisopname geen zin. Indien men iets wil doen aan de medische overconsumptie, is het niet op het niveau van de kosten voor ziekenhuisopname dat moet worden ingegrepen. Het zijn niet de een of twee extra ligdagen die zwaar doorwegen op de budgetten van het R.I.Z.I.V. Dat zou trouwens leiden tot een volstrekt willekeurige discriminatie, waarvoor geen enkele technische, politieke of andere verantwoording wordt gegeven.

La mesure ne peut donc avoir de sens que si elle s'étend à tous les types de contrats d'assurance maladie, quelle que soit la catégorie de dépenses qu'ils visent.

L'exposé des motifs et le texte du projet parlent d'une cotisation sur les primes en matière d'assurance hospitalisation.

Cela semble vouloir indiquer que la mesure ne vise que les contrats offerts par les entreprises privées d'assurances. Il y aurait là encore une discrimination injustifiée et incompréhensible. Si l'on veut vraiment atteindre les objectifs invoulus, à savoir l'amélioration du budget du Service des soins de santé de l'I.N.A.M.I. et une diminution de la consommation médicale, il faut que toutes les formules d'intervention complémentaire aux remboursements de l'I.N.A.M.I. soient visées, et non la stricte assurance privée. Il faut donc avoir la certitude que tombent dans le champ d'application du projet de loi-programme les formules offertes par les services sociaux des entreprises, des administrations publiques et des parastataux, par les organismes assureurs visés à l'article 2, *a*, *b*, *c* et *d*, de la loi du 9 août 1963, par les sociétés mutuaires visées par la loi du 23 juin 1894, et, en général, par tout organisme ou toute institution garantissant une prestation visant à compléter les interventions de l'I.N.A.M.I. en matière de soins de santé.

Une cotisation sur les primes entraînera par ailleurs des effets secondaires particulièrement pernicieux :

— une hausse du coût effectif des contrats mènera certainement à un effet de récupération, les assurés cherchant naturellement à retrouver au niveau des prestations une compensation à cette hausse, d'où probabilité de surconsommation;

— une hausse entraînera sans conteste une diminution du nombre de contrats et donc des recettes de l'Etat du chef de la perte du produit de la taxe d'assurance;

— la sélection financière qui suivra une telle hausse, aura pour effet de décourager grand nombre d'assurés qui seront tentés de s'assurer à l'étranger : qu'attendre en effet d'autre d'un assuré qui, pendant six ans, a régulièrement payé sa prime et qui se voit forcé de résilier son contrat, parce qu'il estime qu'il lui coûte trop cher ?

#### Conclusion :

Il n'est pas souhaitable d'agir sur les primes, ce qui déclagera la souscription d'assurances extra-légales : seule une cotisation prélevée sur les prestations peut être envisagée.

Il faut, en outre, garantir que tous les prestataires et tous les bénéficiaires des assurances extra-légales soient également touchés par la mesure à prendre.

#### 2. Remplacer le 16<sup>e</sup> de l'article 121, proposé par cet article, par les dispositions suivantes :

« 16<sup>e</sup> Le produit d'une cotisation sur les primes ou d'une retenue opérée sur les prestations extra-légales d'assurance soins de santé servies aux bénéficiaires de la présente loi.

Il faut entendre par « primes » tout mode quelconque de financement des prestations extra-légales précitées, quel qu'en soit le débiteur.

Il faut entendre par « prestations extra-légales d'assurance soins de santé » tout remboursement, en

De maatregel heeft dus maar zin indien hij betrekking heeft op alle soorten ziekteverzekeringscontracten, ongeacht de categorie uitgaven waarop zij betrekking hebben.

De memorie van toelichting en de tekst van het ontwerp hebben het over « een bijdrage op de premies inzake hospitalisatie ».

Daaruit kan men afleiden dat de maatregel enkel de contracten beoogt die door particuliere verzekeringsbedrijven worden aangeboden. Dat zou nog een onverantwoorde en onbegrijpelijke discriminatie zijn. Wil men werkelijk de vooropgestelde doelstellingen bereiken, namelijk een sanering van de begroting van de Dienst geneeskundige verzorging van het R.I.Z.I.V. en een vermindering van de medische consumptie, dan moet de maatregel betrekking hebben op alle formules waarbij er een terugbetaling is bovenop die van het R.I.Z.I.V., en niet alleen op de louter particuliere verzekeringen. Men moet dus de zekerheid hebben dat ook begrepen zijn in het toepassingsveld van de programmawet de formules aangeboden door de sociale diensten van de bedrijven, de overheidsbesturen en besturen van de parastatale instellingen, door de verzekeringsinstellingen bedoeld in artikel 2, *a*, *b*, *c* en *d*, van de wet van 9 augustus 1963, door de onderlinge fondsen bedoeld in de wet van 23 juni 1894, en in het algemeen door elke instelling die inzake geneeskundige verzorging uitkeringen betaalt bovenop die van het R.I.Z.I.V.

Een bijdrage op de premies zal bovendien bijzonder nadelige secundaire effecten hebben :

— een stijging van de effectieve kosten van de contracten zal ontgetwijfeld tot een terugwinningseffect leiden, aangezien de verzekerden er natuurlijk zullen naar streven op het niveau van de uitkeringen een compensatie te zoeken voor die stijging, wat opnieuw tot overconsumptie zal leiden;

— een stijging zal ongetwijfeld tot een vermindering van het aantal contracten leiden, wat een weerslag zal hebben op de riksinkomsten wegens het verlies van de opbrengst van de verzekeringsbelasting;

— de financiële selectie die het gevolg zal zijn van een dergelijke stijging, zal een groot aantal verzekerden ontmoedigen en zij zullen geneigd zijn zich in het buitenland te laten verzekeren : wat kan men anders verwachten van een verzekeraar die gedurende zes jaar zijn premie regelmatig heeft betaald en zich plots verplicht ziet om zijn contract te verbreken, omdat hij vindt dat het te duur wordt ?

#### Besluit :

Het is niet wenselijk dat wordt geraakt aan de premies, want dat zal verhinderen dat men extra-legale verzekeringscontracten afsluit. Alleen een bijdrage die wordt ingehouden op de uitkeringen kan worden overwogen.

Bovendien moet men ervoor zorgen dat de maatregel voor alle verstrekkers en alle begunstigden van extra-legale verzekeringen geldt.

#### 2. Het 16<sup>e</sup> van artikel 121, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« 16<sup>e</sup> De opbrengst van een bijdrage op de premies of van een inhouding verricht op de extra-legale verstrekkingen inzake verzekering voor geneeskundige verzorging ten behoeve van de rechthebbenden van deze wet.

Onder « premies » dient te worden verstaan elke financieringswijze van voornoemde extra-legale verstrekkingen, wie ook de schuldenaar moge zijn.

Onder « extra-legale verstrekkingen inzake verzekering voor geneeskundige verzorging » dient te

tout ou en partie, même à titre forfaitaire, de dépenses de soins de santé non visées par la présente loi.

La retenue est effectuée par tout débiteur de ces prestations, et intégralement transférée à l'Institut national d'assurance maladie-invalidité.

Le Roi détermine, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres, les modalités d'application de la présente disposition. »

*Justification*

Quand bien même on estimerait que le projet conçu par le Gouvernement est acceptable dans son principe et dans sa rédaction, il faudrait absolument veiller à ne créer aucune discrimination entre les diverses formules d'intervention complémentaire, quels qu'en soient l'origine ou le prestataire.

Limiter la mesure à la seule assurance privée aurait non seulement pour conséquence de déforcer la position concurrentielle des entreprises d'assurances privées, mais aussi et surtout d'instaurer au niveau des bénéficiaires des discriminations inacceptables.

Le projet de loi devrait donc impérativement préciser que la mesure envisagée touche toutes les formules d'assurance extra-légale, qu'elles soient financées par primes, cotisations, frais généraux des entreprises, dotations à des fonds spéciaux, etc.

Conclusion :

La loi doit garantir que tous les prestataires et tous les bénéficiaires des assurances extra-légales soient également touchés par la mesure envisagée.

**ART. 50**

*Subsidiairement :*

Compléter l'article 122, alinéa 4, 1<sup>o</sup>, prop<sup>e</sup> é par cet article, par la disposition suivante :

« b) les ressources visées à l'article 121, 16<sup>o</sup>. »

*Justification*

Par identité des motifs avec les amendements subsidiaires présentés à l'article 49.

Ch. PETITJEAN.  
A. DUQUESNE.  
Ph. MONFILS.

\*\*

**N° 28 — AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR M. PETITJEAN**

**ART. 87**

Supprimer cet article.

worden verstaan elke volledige of gedeeltelijke, zelfs forfaitaire, terugbetaling van niet in deze wet bedoelde uitgaven voor geneeskundige verzorging ».

De inhouding wordt verricht door elke schuldeenaar van deze verstrekkingen en volledig overgedragen aan het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering.

De Koning bepaalt, bij in Ministerraad overlegd besluit, de wijze van toepassing van deze bepaling. »

*Verantwoording*

Zelfs als men van oordeel zou zijn dat het regeringsontwerp qua principe en tekst aanvaardbaar is, moet men er absoluut op toezien dat er geen discriminatie ontstaat tussen de verschillende formules voor bijkomende tegemoetkoming, welke ook de oorsprong of de verstrekkend ervan is.

De maatregel beperken tot de privé-verzekering alleen zou niet alleen tot gevolg hebben dat de concurrentiepositie van de privé-verzekeringsondernemingen verzwakt wordt, maar zou ook en vooral voor de begunstigden tot discriminaties leiden.

Het wetsontwerp zou dus absoluut moeten vermelden dat de overwogen maatregel voor alle extra-legale verzekeringsformules geldt, ongeacht of ze door premies, bijdragen, algemene kosten van de ondernemingen, dotaties aan speciale fondsen, enz. gefinancierd worden.

Besluit :

De wet moet dus waarborgen dat de overwogen maatregel voor alle verstrekkers en alle begunstigden van extra-legale verzekeringen geldt.

**ART. 50**

*Subsidiair :*

Artikel 122, vierde lid, 1<sup>o</sup>, zoals voorgesteld door dit artikel, aan te vullen als volgt :

« b) de inkomsten bedoeld in artikel 121, 16<sup>o</sup>. »

*Verantwoording*

Om dezelfde redenen als die aangevoerd voor de subsidiaire amendementen op artikel 49.

\*\*

**Nr. 28 — AMENDEMENTEN  
VAN DE HEER PETITJEAN**

**ART. 87**

Dit artikel te doen vervallen.

*Justification*

L'article 87 du projet constitue une modification fondamentale de l'esprit de la loi du 30 juin 1971 dont il inverse purement et simplement le mécanisme.

En effet, dans le texte actuel, la décision de l'administration d'infliger une amende à l'employeur ne constitue pas, par elle-même, un titre exécutoire.

Dès lors, si l'employeur ne s'exécute pas volontairement, il appartient au fonctionnaire de saisir le tribunal du travail en vue de faire confirmer par celui-ci sa décision et de conférer à cette dernière la force exécutoire qui s'attache à tout jugement. Cependant, il est bien entendu que le tribunal du travail conserve son entier pouvoir d'appréciation tant sur l'opportunité d'infliger l'amende administrative que sur son montant.

Dans le système actuel, l'employeur bénéficie donc de toutes les garanties attachées à une procédure judiciaire, garanties qui le mettent à l'abri du pouvoir discrétionnaire de l'administration.

Il est inconcevable que le projet de loi envisage de renverser ce mécanisme aux dépens de l'employeur. Ce faisant, le projet tend à créer au bénéfice de l'administration le droit de se décerner à elle-même un titre exécutoire. Dans tout notre système juridique, semblable privilège n'existe qu'en matière de contributions directes et il n'y a pas lieu d'étendre ce système exorbitant par rapport au droit commun. Le projet se justifie d'autant moins que ni dans les dispositions qu'il contient, ni dans la loi du 30 juin 1971, il n'existe de garanties permettant à l'employeur de se faire entendre ni quant à l'opportunité ni quant à la hauteur de l'amende administrative infligée. La seule garantie consiste dans la procédure judiciaire devant le tribunal du travail et il s'indique évidemment de maintenir cette garantie essentielle.

## ART. 88

Supprimer cet article.

*Justification*

Par identité de motifs avec l'amendement présenté à l'article 87.

## ART. 89

Supprimer cet article.

*Justification*

Par identité de motifs avec l'amendement présenté à l'article 87, il s'indique de maintenir expressément la référence à l'intention de l'action devant le tribunal du travail, référence contenue dans l'article 10 de la loi du 30 juin 1971 telle qu'elle se présente actuellement.

C. PETITJEAN.

\*\*

N° 29 --- AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR M. DUQUESNE ET CONSORTS

## ART. 72

Remplacer cet article par la disposition suivante :

*Verantwoording*

Artikel 87 van het ontwerp betekent een fundamentele wijziging van de geest van de wet van 30 juni 1971, waarvan het mechanisme gewoon omgekeerd wordt.

In de huidige tekst is de beslissing van de administratie om de werkgever een geldboete op te leggen, op zichzelf geen uitvoerbare titel.

Indien de werkgever die beslissing niet vrijwillig uitvoert, moet de ambtenaar de zaak bij de arbeidsrechtbank aanhangig maken opdat die de beslissing zou bevestigen en uitvoerbaar verklaren zoals de andere vonnissen. Het is echter wel zo dat de arbeidsrechtbank zelf kan beoordelen of de administratieve geldboete of het bedrag ervan gerechtvaardigd zijn.

In het huidige systeem heeft de werkgever dus alle waarborgen die aan een gerechtelijke procedure verbonden zijn, waarborgen die hem beschermen tegen de discretionaire macht van de administratie.

Het is ondenkbaar dat het wetsontwerp de omkeering van dit mechanisme beoogt ten nadele van de werkgever. Door dit te doen, geeft het ontwerp de administratie het recht zichzelf een uitvoerbare titel te verlenen. In ons hele rechtssysteem bestaat een dergelijk voorrecht slechts voor de directe belastingen en uitbreiding van dit systeem dat van het gemene recht afwijkt, is niet wenselijk. Het ontwerp is des te minder verantwoord daar noch in de bepalingen die het bevat noch in de wet van 30 juni 1971 enige waarborg is ingeschreven die bepaalt dat de werkgever gehoord moet worden over het feit of de opgelegde administratieve geldboete terecht is en over het bedrag ervan. De enige waarborg is vervat in de gerechtelijke procedure voor de arbeidsrechtbank en het is aangewezen die essentiële waarborg te vrijwaren.

## ART. 88

Dit artikel te doen vervallen.

*Verantwoording*

Zelfde verantwoording als bij het amendement op artikel 87.

## ART. 89

Dit artikel te doen vervallen.

*Verantwoording*

Om soortgelijke redenen als bij het amendement op artikel 87, is het aangewezen om hier uitdrukkelijk de verwijzing naar het instellen van de rechtsvordering bij de arbeidsrechtbank te handhaven, een verwijzing die voorkomt in artikel 10 van de wet van 30 juni 1971 in zijn huidige vorm.

\*\*

Nr. 29 — AMENDEMENTEN  
VAN DE HEER DUQUESNE c.s.

## ART. 72

Dit artikel te vervangen als volgt :

« L'arrêté royal n° 464 du 25 septembre 1986 consolidant les mesures relatives à la modération des revenus des travailleurs indépendants, confirmé par la loi du 15 décembre 1986, article 14, 2<sup>e</sup>, est abrogé. »

#### *Justification*

Les indépendants sont, selon les statistiques, de plus en plus nombreux, mais ils gagnent aussi moins bien leur vie. Depuis 1983, dans le cadre de l'austérité générale, les travailleurs salariés ont été soumis à des sauts d'index. A l'époque, on a voulu établir un parallélisme entre les travailleurs salariés ou appartenants et les indépendants. Ceux-ci ont donc été soumis à une cotisation visant à la modération de leurs revenus, cotisation dont la dernière mouture fut fixée par l'arrêté royal n° 464 du 25 septembre 1986. La consolidation de cette cotisation de modération des revenus, en l'étendant à tous les indépendants même ceux dont les revenus n'ont pas augmenté, apparaît cependant comme parfaitement inéquitable. En effet, la politique de modération des revenus a entraîné un effet négatif sur la consommation et donc sur les revenus des indépendants; ils ont donc déjà de cette manière payé leur tribut à la politique de modération. La cotisation de modération est venue en ajouter une seconde. Ce serait aggraver l'injustice en l'étendant maintenant à tous les indépendants. C'est pourquoi le présent amendement vise à supprimer cette inéquité.

#### ART. 73

Supprimer cet article.

#### *Justification*

Les indépendants sont, selon les statistiques, de plus en plus nombreux, mais ils gagnent aussi moins bien leur vie. La cotisation de consolidation a jusqu'à présent été imposée aux seuls indépendants ayant connu un accroissement de revenus professionnels.

Le Gouvernement entend maintenant lui substituer une cotisation nouvelle basée non plus sur un accroissement de revenus par rapport à l'année de référence, mais imposée « tous les indépendants et calculée non plus sur les revenus nets mais sur les revenus semi-bruts du travailleur indépendant. Ce système déjà inéquitable en soi dans la mesure où il frappe tous les indépendants, non seulement n'est pas, comme le prétend l'exposé des motifs, moins complexe mais surtout il conduit à une ponction supplémentaire sur le revenu des indépendants.

En commission, il a été posé au Secrétaire d'Etat la question suivante :

« La modification de la législation fiscale qui vient d'être soumise au Parlement prévoit que des dépenses réelles ne seront dorénavant plus déductibles, soit totalement, soit partiellement. Il s'agit d'une mesure qui accroît l'assiette de l'impôt et dont le rendement escompté est de près de 15 milliards. Il s'agit d'une mesure qui frappe essentiellement les indépendants.

Il a en outre été décidé de modifier le régime de la cotisation de consolidation frappant les indépendants en réalisant ce qu'on appelle le « brutage », c'est-à-dire en appliquant à tous les indépendants une cotisation spéciale portant sur les revenus majorés des cotisations. Le rendement escompté est de 6 milliards de francs.

La modification de la loi fiscale accroissant l'assiette de l'impôt des indépendants entraînera un accroissement du rendement de leurs cotisations. De surcroît, la cotisation de consolidation calculée sur le revenu majoré des cotisations verrá

« Het koninklijk besluit nr. 464 van 25 september 1986 tot consolidering van de maatregelen inzake matiging van de inkomsten der zelfstandigen, bekraftigd bij artikel 14, 2<sup>e</sup>, van de wet van 15 december 1986, wordt opgeheven. »

#### *Verantwoording*

Volgens de statistieken worden de zelfstandigen steeds talrijker, doch zij verdienen ook steeds minder. Sedert 1983 heeft het loon van de werknemers indexsprongen gekend in het kader van het bezuinigingsbeleid. Destijds heeft men de werknemers en de zelfstandigen gelijk willen behandelen. Daarom werden de zelfstandigen onderworpen aan een bijdrage tot matiging van hun inkomen, waarvan de laatste regeling vastgesteld werd in het koninklijk besluit nr. 464 van 25 september 1986. Het lijkt evenwel vollagen onbillijk die bijdrage in stand te houden door ze toepasbaar te maken op alle zelfstandigen, ook op hen wier inkomen niet toegenomen is. Het beleid van loonmatiging heeft nefaste gevolgen gehad voor het verbruik en dus ook voor het inkomen van de zelfstandigen. Op die manier zijn zij dus al het slachtoffer geworden van dat beleid. Daar bovenop is dan de matigingsbijdrage gekomen. Het zou nog onrechtvaardiger zijn die nu ook toe te passen op alle zelfstandigen. Daarom wil dit amendement een einde maken aan die onbillijke toestanden.

#### ART. 73

Dit artikel te doen vervallen.

#### *Verantwoording*

Volgens de statistieken worden de zelfstandigen steeds talrijker, maar verdienen zij ook steeds minder. Tot heden werd de consolideringsbijdrage uitsluitend opgelegd aan zelfstandigen wier bedrijfsinkomen is toegenomen.

Nu wil de Regering die consolideringsbijdrage vervangen door een nieuwe bijdrage die niet meer gebaseerd is op de toename van de inkomsten in vergelijking met het referentjaar. De nieuwe bijdrage wordt aan alle zelfstandigen opgelegd en wordt niet meer berekend op de netto-inkomsten, maar op de semi-bruto-inkomsten van de zelfstandige. Die regeling, die op zich al onrechtvaardig is, in zoverre zij alle zelfstandigen treft, is niet alleen ingewikkelder in tegenstelling met wat in de memorie van toelichting wordt beweerd, maar leidt vooral tot een nieuwe aderlating voor het inkomen van de zelfstandigen.

In de commissie werd de volgende vraag gesteld aan de Staatssecretaris :

« De wijziging van de belastingwetgeving die onlangs aan het Parlement is voorgelegd, bepaalt dat de werkelijke kosten voortaan niet meer aftrekbaar zijn, noch volledig, noch gedeltelijk. Het gaat om een maatregel die de belastinggrondslag verhoogt, en waarvan de opbrengst wordt geraamd op bijna 15 miljard frank. Het is een maatregel die vooral de zelfstandigen treft.

Bovendien werd besloten de regeling van de consolideringsbijdrage die de zelfstandigen treft, te wijzigen door de zogenoemde « brutering » te realiseren, dat wil zeggen dat alle zelfstandigen een bijzondere bijdrage moeten betalen die berekend wordt op de inkomsten vermeerderd met de bijdragen. De opbrengst wordt op 6 miljard frank geraamd.

De wijziging van de fiscale wet waarbij de grondslag van de belastingen van de zelfstandigen vergroot werd, zal leiden tot een stijging van de opbrengst van hun bijdragen. De consolideringsbijdrage berekend op het inkomen verhoogd met de

également son rendement accru et augmentera d'ailleurs avec le temps.

Le Secrétaire d'Etat peut-il :

1. Confirmer cette interprétation ?

2. Chiffrer le coût total à charge des indépendants résultant de la modification de la législation fiscale du calcul des cotisations sur cette nouvelle base et du nouveau système prévu pour la cotisation de consolidation appliquée à une base majorée ?

A ces deux dernières questions le Secrétaire d'Etat répond que l'interprétation de l'intervenant est exacte sous cette réserve que le rendement escompté de la non-déductibilité de certaines dépenses professionnelles est, d'après l'exposé général du budget (page 52) de 9,4 milliards et non de 15 milliards comme il l'indique.

Il est vrai que cette mesure frappe en majeure partie les indépendants. Dès lors, on peut estimer, sur base d'un taux d'imposition moyen de 45 p.c., que l'accroissement correspondant de l'assiette de l'impôt des indépendants sera de l'ordre de 15 à 20 milliards.

Le taux des cotisations au statut social variant selon la catégorie d'assujetti et l'importance des revenus professionnels, on évalue à 14,40 p.c. le taux moyen de cotisation.

Dans ces conditions, l'augmentation de la base imposable résultant de la réforme fiscale entraînerait, à partir de 1992 (revenus de 1989) un supplément de cotisation de l'ordre de 2,5 milliards.

Le « brantage » des revenus pour le calcul des cotisations de 1989 doit rapporter environ 6 milliards. A titre indicatif, les cotisations provisoires de consolidation ont rapporté 7,35 milliards en 1987.

Il est évident que les 6 milliards de cotisations qui s'ajoutent au revenu de 1989 auront une incidence sur les cotisations de 1992. A partir d'une cotisation moyenne de 14,40 p.c., cette incidence peut être évaluée à 0,86 milliard.

Ces estimations comportent une marge d'incertitude en raison notamment de l'évolution des revenus et de l'application qui sera faite de la limitation des dépenses fiscales.

C'est pourquoi il a été prévu que le taux global de cotisations pourra être adapté par un arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres s'il apparaît que le rendement dépasse l'objectif fixé. »

Le présent amendement a pour objet d'éviter que sous prétexte de simplification, les charges des indépendants ne soient une nouvelle fois aggravées comme elles viennent encore de l'être pour bon nombre d'entre eux à l'occasion de la réforme fiscale.

#### ART. 77

Remplacer le § 3 de l'article 14, proposé par cet article, par la disposition suivante :

« § 3. Le Roi adapte par arrêté royal délibéré en Conseil des Ministres, après avis du groupe de travail chargé de l'étude du statut social des indépendants, les pourcentages visés aux articles 11, § 5, 12 et 13, chaque année dès 1989, pour autant qu'ils concernent le mode de calcul des cotisations destinées à plusieurs régimes et de manière telle que le rendement de la cotisation de consolidation n'excède jamais le montant attendu pour 1989, soit 6 milliards. »

bijdrage, zal daarenboven eveneens meer opbrengen en zal trouwens in de toekomst toenemen.

Kan de Staatssecretaris :

1. Die interpretatie bevestigen ?

2. Berekenen hoeveel ingevolge de wijziging van de fiscale wetgeving, het nieuwe stelsel tot regeling van de consolideringsbijdrage dat wordt toegepast op een verhoogde grondslag en de berekening van de bijdrage op die nieuwe basis, de zelfstandigen zullen kosten ?

Op de beide laatste vragen antwoordt de Staatssecretaris dat de interpretatie van de intervenant juist is onder voorbehoud dat de te verwachten opbrengst van de niet-afrekbaarheid van bepaalde bedrijfsuitgaven, volgens de algemene toelichting van de begroting (bladzijde 52) 9,4 miljard bedraagt en niet 15 miljard zoals hij het aantoont.

Het is waar dat die maatregel hoofdzakelijk de zelfstandigen raakt. Zodoende kan men schatten dat, op basis van een gemiddelde aanslagvoet van 45 p.c., de overeenkomende verhoging van de belastinggrondslag van de zelfstandigen 15 tot 20 miljard zal bedragen.

Vermits de bijdragevoet van het sociaal statuut varieert naargelang van de categorie van bijdrageplichtige en van het belang van de beroepsinkomsten, schat men de gemiddelde bijdragevoet op 14,40 pct.

Onder die voorwaarden zou de vermeerdering van de belastbare basis afkomstig uit de fiscale hervorming, een bijdragesupplement van 2,5 miljard meebringen vanaf 1992 (inkomsten van 1989).

De « brantage » van de inkomen voor de berekening van de bijdragen voor 1989 moet ongeveer 6 miljard opbrengen. Als voorbeeld, de voorlopige consolideringsbijdragen hebben 7,35 miljard opgebracht in 1987.

Het spreekt vanzelf dat de 6 miljard bijdragen die zich bij het inkomen van 1989 zullen voegen een terugslag zullen hebben op de bijdrage van 1992. Vanaf een gemiddelde bijdrage van 14,40 pct., kan die terugslag op 0,86 miljard worden geschat.

Die schattingen omvatten een onzekerheid, meer bepaald door de evolutie van de inkomsten en door de toepassing van de beperking van de fiscale uitgaven.

Daarom werd voorzien dat de globale bijdragevoet zal kunnen worden aangepast door een koninklijk besluit overlegd in de Ministerraad indien blijkt dat de opbrengst het vastgestelde doel overschrijdt. »

Dit amendement wil vermijden dat, onder het mom van een vereenvoudiging, de lasten van de zelfstandigen opnieuw worden verwaard, zoals dat voor veelen onder hen onlangs gebeurd is in het kader van de belastinghervorming.

#### ART. 77

Paragraaf 3 van artikel 14, zoals voorgesteld door dit artikel, te vervangen als volgt :

« § 3. Bij een in Ministerraad overlegd besluit en na advies van de werkgroep belast met de studie van het sociaal statuut der zelfstandigen, past de Koning vanaf het jaar 1989 elk jaar de in artikelen 11, § 5, 12 en 13, bedoelde percentages aan voor zover zij de wijze van berekening van de bijdragen betreffen die voor verscheidene stelsels bestemd zijn, en waarbij ervoor gezorgd wordt dat de opbrengst van de consolideringsbijdrage nooit het voor 1989 geraamde bedrag, dat wil zeggen 6 miljard, overschrijdt. »

*Justification*

Le système instauré par l'article 73 du projet est inéquitable. En effet, le parallélisme entre le système de modération salariale des travailleurs salariés et celui des travailleurs indépendants est rompu.

Outre le fait que tous les indépendants seront dorénavant soumis à cette modération, et non plus seulement ceux dont les revenus ont augmenté, le mode de modération qui leur est imposé par l'article 73 du projet est destiné à durer dans le temps puisqu'il est inséré dans leur statut social normal, alors que la cotisation de modération des travailleurs salariés fait l'objet d'une législation d'exception.

Dans la justification à l'amendement à l'article 73, il a été établi que le système proposé avait pour effet d'augmenter et de manière cumulative dans le temps le rendement de la cotisation de consolidation imposée aux indépendants.

Dès lors, pour compenser l'inéquité résultant de cette différence de traitement, l'adaptation à la baisse des taux de cotisation, telle que prévue dans l'article 77 du projet, doit être immédiate; de plus, un plafond absolu doit également être expressément prévu dans le texte du projet.

## ART. 147

Supprimer cet article.

*Justification*

La suppression de l'article 73 du projet conduit par identité de motifs à la suppression de l'article 147.

A. DUQUESNE.  
J. HOUSSA.  
J. DELRUUELLE-GHOBERT.

\*\*

N° 30 — AMENDEMENT PROPOSE  
PAR M. HATRY

## ART. 189

Au 1<sup>o</sup> de cet article, remplacer le millésime « 1989 » par le millésime « 1990 ».

*Justification*

L'objectif de cet amendement est d'éviter une disposition rétroactive d'alourdissement des charges, toujours à proscrire dans ce type de matière.

P. HATRY.

\*\*

N° 31 — AMENDEMENT PROPOSE  
PAR M. BOEL ET CONSORTS

## ART. 208

Supprimer cet article.

*Verantwoording*

De regeling ingevoerd bij artikel 73 is onrechtvaardig. Het parallelisme tussen de loonmatiging van de werknemers en die van de zelfstandigen werd verbroken.

Behalve dat de matigingsbijdrage op alle zelfstandigen wordt toegepast, en dus niet meer alleen op hen wier inkomen is toegenomen, is de bijdrage die hun wordt opgelegd in het ontwerp-artikel 73, bestemd om te blijven bestaan want zij wordt opgenomen in hun gewoon sociaal statuut. Daartegenover staat dat de matigingsbijdrage voor de werknemers in een uitzonderingswet wordt geregeld.

In de verantwoording van het amendement op artikel 73 werd aangetoond dat de ontwerp-regeling ertoe leidt dat de ophengst van de consolideringsbijdrage van de zelfstandigen cumulatief toeneemt in de tijd.

Om de onrechtvaardige gevolgen van die ongelijke behandeling teniet te doen, moeten de bijdragen onmiddellijk verlaagd worden, zoals in artikel 77 is bepaald. Bovendien dient de ontwerp-tekst eveneens een absolute bovengrens vast te stellen.

## ART. 147

Dit artikel te doen vervallen.

*Verantwoording*

Door artikel 73 te doen vervallen komt artikel 147 om dezelfde redenen te vervallen.

\*\*

Nr. 30 — AMENDEMENT  
VAN DE HEER HATRY

## ART. 189

In het 1<sup>o</sup> van dit artikel, het jaartal « 1989 » te vervangen door het jaartal « 1990 ».

*Verantwoording*

Dit amendement wil voorkomen dat de lasten worden verwaard met een terugwerkende bepaling. Dat is steeds te vermijden in zo'n soort aangelegenheden.

\*\*

Nr. 31 — AMENDEMENT  
VAN DE HEER BOEL c.s.

## ART. 208

Dit artikel te doen vervallen.

*Justification*

Le prélèvement de 1 p.c. n'a de justification que pour diminuer le déficit du budget. C'est de l'argent prélevé sur les moyens propres de la Régie au détriment de ses possibilités d'investissement, de recherche et de développement c'est-à-dire d'amélioration du service public, ou de diminution du coût du téléphone.

P. BOEL.  
J. BOCK.  
A. DUQUESNE.  
P. MONFILS.



N° 32 — AMENDEMENTS PROPOSES  
PAR Mme HARNIE

---

ARTICLE 1<sup>er</sup>

Supprimer cet article.

*Justification*

Il est nécessaire d'aborder le problème du financement de la sécurité sociale d'une manière globale et structurelle.

Les transferts ne peuvent apporter qu'une solution à court terme et leur emploi permanent constitue une entrave pour mener une politique globale.

En ce qui concerne plus particulièrement le § 2 (allocations familiales), les allocations familiales actuelles sont loin de couvrir les dépenses minimales que nécessitent les enfants.

Il y a lieu d'examiner si le boni actuel ne permettrait pas de majorer ces allocations.

ART. 2

Supprimer cet article.

*Justification*

Il est nécessaire d'aborder le problème du financement de la sécurité sociale d'une manière globale et structurelle.

ART. 97

Compléter le § 1<sup>er</sup>, premier alinéa, de cet article par la disposition suivante :

« 5<sup>o</sup> les chômeurs non indemnisés inscrits à l'O.N.E. comme demandeurs d'emploi. »

*Justification*

424 476 (juin 1988) personnes sont inscrites comme demandeurs d'emploi, dont quelque 350 000 personnes de moins de 50 ans et 230 000 de moins de 35 ans. Les femmes constituent une grande part de ces groupes. Après une période d'interruption de leur carrière professionnelle (pour éduquer des enfants, soigner des personnes âgées ou des parents

*Verantwoording*

De afhouding van 1 pct. kan niet anders worden verantwoord dan om het begrotingstekort te beperken. Het gaat om geldmiddelen die worden afgehouden van de eigen middelen van de Regie ten koste van haar mogelijkheden op het stuk van investeringen, research en development, kortom van de verbetering van de dienstverlening aan haar klanten of de vermindering van de telefoonkosten.



Nr. 32 — AMENDEMENTEN  
VAN Mevr. HARNIE

---

ARTIKEL 1

Dit artikel te doen vervallen.

*Verantwoording*

Een globale en structurele aanpak van de financiering sociale zekerheid is noodzakelijk.

Overdrachten kunnen alleen een korte termijnoplossing bieden en bij voortdurend gebruik een hinderend systeem zijn om een globale politiek te voeren.

Wat meer bepaald § 2 betreft (kinderbijslagen) : de huidige kinderbijslagen dekken lang niet de minimumkosten voor kinderen.

Er dient onderzocht te worden of met de huidige boni geen verhoging van de kinderbijslagen mogelijk is.

ART. 2

Dit artikel te doen vervallen.

*Verantwoording*

Een globale en structurele aanpak van de financiering sociale zekerheid is noodzakelijk.

ART. 97

Aan § 1, eerste lid, van dit artikel een 5<sup>o</sup> toe te voegen, luidende :

« 5<sup>o</sup> de niet uitkeringsgerechtigde werklozen ingeschreven bij de R.V.A. als werkzoekenden. »

*Verantwoording*

Er zijn 424 476 (juni 1988) personen ingeschreven als niet-werkende werkzoekenden waarvan ongeveer 350 000 jonger dan 50 jaar en ongeveer 230 000 jonger dan 35 jaar. In deze groepen vormen vrouwen een belangrijk aandeel. Na een periode van onderbreking van hun beroepsloopbaan (voor opvoeding kinderen, verzorging bejaarde of zieke familieleden)

malades), elles n'ont plus aucune perspective sur le marché du travail ni guère de possibilités de trouver une occupation dans le cadre des programmes de mise au travail créés par le Gouvernement.

Nous demandons que l'on ouvre, à ces demandeurs d'emploi, l'accès au système des contractuels subventionnés.

#### ART. 110bis (nouveau)

Insérer un article 110bis (nouveau), libellé comme suit :

« Article 110bis. — L'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 relatif à l'emploi et au chômage est abrogé. »

##### *Justification*

L'article 143 de l'arrêté royal du 20 décembre 1963 peut être source d'arbitraire et place les chômeurs dans une position juridique incertaine. L'article 143 peut également être utilisé pour abaisser artificiellement les chiffres du chômage et réaliser des économies sur le dos des plus faibles.

La suspension ou l'exclusion d'un demandeur d'emploi se justifie lorsque l'on peut prouver que l'intéressé a refusé un emploi convenable.

#### ART. 110ter (nouveau)

Insérer un article 110ter (nouveau), libellé comme suit :

« Article 110ter. — Il est inséré à l'article 7 de l'arrêté-loi du 28 décembre 1944 concernant la sécurité sociale des travailleurs, un paragraphe 110ter, rédigé comme suit :

« § 110ter. Le contrôle des chômeurs par les communes a lieu une fois par mois. »

##### *Justification*

Compte tenu des projets du Gouvernement, à l'avenir, certaines catégories de demandeurs d'emploi devront se présenter au pointage et d'autres pas. En soi, ces mesures ne sont pas positives, mais discriminatoires.

Le contrôle coûte cher, est inefficace et ne répond plus à l'objectif pour lequel il a été institué.

hebben ze nog weinig kans op de arbeidsmarkt evenals in de tewerkstellingsprogramma's van de Regering.

Wij vragen dat de werkzoekenden toegang zouden krijgen tot het stelsel van gesubsidieerde contractuelen.

#### ART. 110bis (nieuw)

Een artikel 110bis (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 110bis. — Artikel 143 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 betreffende arbeidsvoorziening en werkloosheid wordt opgeheven. »

##### *Verantwoording*

Artikel 143 van het koninklijk besluit van 20 december 1963 kan aanleiding geven tot willekeur en stelt de werklozen in een onzekere rechtspositie. Artikel 143 kan tevens gebruikt worden om de werkloosheidscijfers kunstmatig te drukken en om besparingen door te voeren op de rug van de zwaksten.

Schorzing of uitsluiting van werkzoekenden is gerechtvaardigd indien men kan bewijzen dat betrokkenen een aangepaste betrekking weigeren.

#### ART. 110ter (nieuw)

Een artikel 110ter (nieuw) in te voegen, luidende :

« Artikel 110ter. — In artikel 7 van de besluitwet van 28 december 1944 betreffende de maatschappelijke zekerheid der arbeiders wordt een § 10ter ingevoegd, luidend als volgt :

« § 10ter. De afstempling door de gemeente wordt eenmaal per maand gehouden. »

##### *Verantwoording*

Rekening houdend met de Regeringsvoorstellen zullen in de toekomst bepaalde groepen werkzoekenden moeten stempelen, anderen niet. Deze maatregelen zijn op zich positief maar discriminerend.

De stempelcontrole is duur, niet efficiënt en beantwoordt niet aan het doel waarvoor ze in het leven is geroepen.

C. HARNIE.